



Une société pour tou·te·s,
une place pour chacun·e



Rapport
d'activité 2025

Groupe SOS Solidarités

102C rue Amelot
75011 Paris

Date de réalisation :

Mai 2026

Texte et coordination :

Direction de la Communication du Groupe SOS Solidarités

Création graphique et mise en page :

Cyndel Carré

Crédits photo :

Merci aux personnes accompagnées de nos établissements, qui ont accepté d'être les photoreporters de cette édition :

Adèle, Andris, Andy, Angélica, Anna Sophie et sa famille, Deodato, Eliene, Etnis, Frédéric, Frédérique, Gerda, Johann, Ketsia, Manon, Meryem, Mohammed, Najla, Peace, Pierre Chavane, Renato, Serge, Tahir

SOMMAIRE

L'ÉDITO	4
LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE	6
LE GROUPE SOS SOLIDARITÉS EN CHIFFRES CLÉS	8
L'IMPLANTATION DES ÉTABLISSEMENTS	10
BILAN FINANCIER	12
PRENDRE POSITION	14
EXPERTISES	
ADDICTIONS	16
ASILE ET INTÉGRATION	20
EMPLOI ET FORMATION	24
HABITAT ET SANTÉ	28
HANDICAP	32
JUSTICE	36
SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	40
SANTÉ DES FEMMES	44
 OFFRIR UN ACCOMPAGNEMENT SPÉCIFIQUE AUX FEMMES LES PLUS EXCLUES	 49
RENFORCER LES COMPÉTENCES PSYCHOSOCIALES DES JEUNES POUR MIEUX	
PRENDRE SOIN DE LEUR SANTÉ	59
LA CULTURE, UN ESPACE D'EXPRESSION ET DE SOIN	62
LE NUMÉRIQUE, UN LEVIER AU SERVICE DE L'IMPACT SOCIAL	69
FAIRE VIVRE LA PARTICIPATION AU QUOTIDIEN	74
ENGAGÉ·ES !	78
LES ENGAGEMENTS EN ACTION	80
PORTRAITS CROISÉS	82
L'ÉDITO DE LA DIRECTION GÉNÉRALE	84
LES PROJETS PHARES	86
LES PARTENAIRES ET MÉCÈNES	88
LA PRESSE EN PARLE	90
LA GOURVERNANCE DE L'ASSOCIATION	92
LA DIRECTION GÉNÉRALE	96
LES PHOTOREPORTERS	98

A TRAVERS LEURS YEUX

Depuis plusieurs années, nous faisons le même constat en ouverture de ce rapport : les besoins sociaux augmentent, les situations se complexifient, les équilibres économiques se fragilisent. Dans le même temps, notre secteur doit composer avec des transformations rapides et des injonctions parfois contradictoires, que l'on pourrait résumer ainsi : faire plus, faire mieux, avec moins.

La tâche n'est pas simple, et il serait vain de prétendre le contraire. Pourtant, nous tenons. Nous tenons grâce à l'engagement de nos équipes, à leur professionnalisme et à leur humanité. Nous tenons parce que notre mission – lutter contre toutes les formes d'exclusion – est essentielle au vivre-ensemble.

Nous tenons surtout parce que les personnes que nous accompagnons ont besoin de nous, et qu'elles méritent que nous agissions à leurs côtés, sans relâche.

Cette année, nous avons choisi de leur donner la parole autrement. À travers leurs regards. Une trentaine de volontaires, enfants et adultes, aux parcours et aux réalités très différents, ont accepté de photographier leur quotidien pendant un mois à l'aide d'un appareil jetable. Une seule consigne leur a été donnée : capturer ce qu'ils voient, ce qu'ils vivent, ce qui compte pour eux – et, à leur tour, se laisser photographier. Les images que vous découvrirez au fil de ce rapport sont le fruit de cette immersion sensible, directe, sans filtre. Une invitation à voir le monde à travers leurs yeux, avant de découvrir leurs visages. Car c'est bien là le cœur de notre engagement : reconnaître chaque personne dans toute sa singularité.

Notre action repose sur une approche globale, fidèle à l'histoire de notre association, qui consiste à considérer chaque parcours dans toutes ses dimensions.

Lutter contre les inégalités sociales et accompagner les personnes en situation de handicap relèvent d'un même projet : celui de construire une société plus juste, plus inclusive, où chacun et chacune peut trouver sa place.

Pour répondre à ces enjeux croissants, notre association poursuit son développement. Elle renforce ses activités, soutient des structures fragilisées, et agit pour préserver à la fois les missions sociales et les emplois qui les rendent possibles. Cette dynamique, essentielle, implique aujourd'hui d'adapter notre organisation afin de gagner en efficacité.

C'est le sens des évolutions de gouvernance engagées en 2025. En structurant davantage notre dirigeance et en renforçant les complémentarités, nous faisons le choix d'un pilotage plus robuste, au service d'une ambition claire : soutenir durablement les actions de terrain et porter une parole forte dans le débat public.

Pour autant, notre cap ne change pas. Nous continuons de défendre, avec constance, une vision exigeante de la solidarité, fondée sur l'accueil inconditionnel et sur une conviction simple : personne n'est jamais au bout de son histoire.



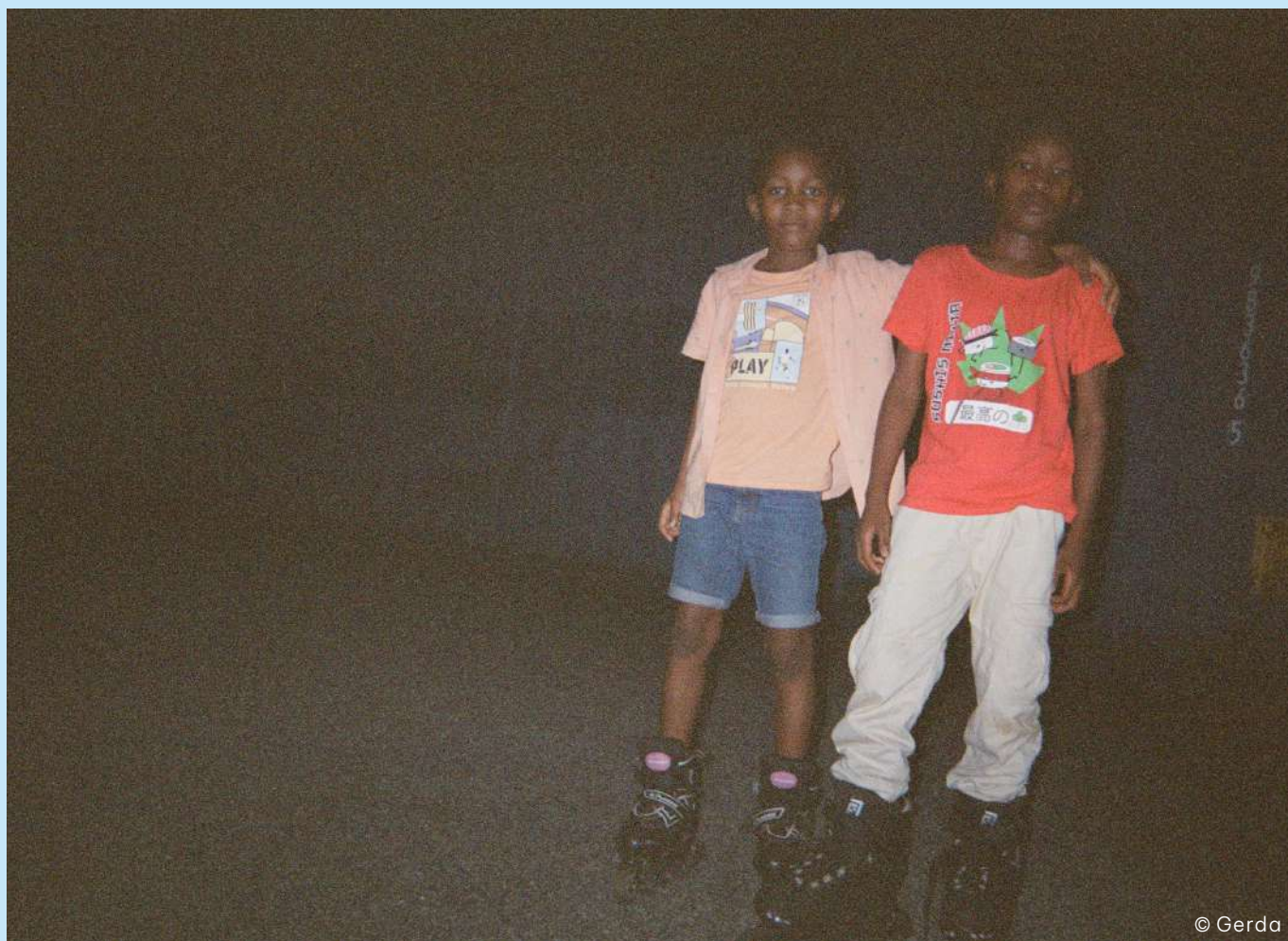
*Sibeth Ndiaye, Présidente
bénévole du Conseil
d'administration du Groupe SOS
Solidarités*



*Gaëlle Tellier, Vice-présidente
du Groupe SOS, en charge des
Solidarités*



© Pierre Chavane



LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

En 2025, le Groupe SOS Solidarités a multiplié les temps de rassemblement, de réflexion et d'engagement collectif. Qu'ils réunissent des professionnel-le-s, des personnes accompagnées, des partenaires ou le grand public, ces événements ont permis de croiser les regards, de partager les pratiques et de porter haut les valeurs de l'association. Ces rencontres témoignent d'une ambition : faire collectif pour mieux répondre aux enjeux sociaux contemporains, et renforcer l'impact des actions menées dans les territoires.

JOURNÉES NATIONALES ADDICTIONS : MOBILISER LES EXPERTISES POUR FAIRE ÉVOLUER LE PLAIDOYER

À Saint-Denis, la 3^e édition des Journées Nationales Addictions a réuni professionnel-le-s, expert-e-s et personnes accompagnées autour des enjeux actuels de l'addictologie. Pendant deux jours, conférences, ateliers collaboratifs et partages d'expériences ont permis d'explorer les pratiques, de la prévention à la réduction des risques, en passant par l'accompagnement de publics spécifiques. Les contributions issues de ces échanges viendront nourrir l'actualisation du plaidoyer Addictions du Groupe SOS, afin de mieux répondre aux évolutions du secteur et renforcer l'impact des actions menées sur les territoires.

40 ANS DU GROUPE SOS : UNE JOURNÉE COLLECTIVE AU SERVICE DU VIVRE-ENSEMBLE

À l'occasion des 40 ans du Groupe SOS, les équipes se sont réunies pour une journée placée sous le signe du vivre-ensemble, rassemblant des milliers de collaborateurs et collaboratrices. Les équipes de Groupe SOS Solidarités se sont retrouvées à la Cité Fertile à Pantin pour travailler à l'actualisation de leur projet associatif, *Nos Engagements*, avant de rejoindre l'ensemble du collectif pour une soirée au

Zénith. Cette journée, mêlant réflexion et convivialité, a illustré la force d'un engagement partagé en faveur de l'intérêt général, de l'inclusion et de la solidarité.

MARCHE DES FIERTÉS : UNE MOBILISATION POUR LES DROITS LGBTQIA+

À l'occasion de la Marche des Fiertés de Paris 2025, marquée par une fréquentation record, le Groupe SOS Solidarités s'est mobilisé aux côtés de ses associations Arcat et Checkpoint pour défendre les droits des personnes LGBTQIA+. Dans un contexte de recrudescence des violences et des discriminations, cette présence a réaffirmé l'importance de porter les valeurs d'inclusion, de solidarité et d'égalité des droits. Sensibilisation, prévention et mobilisation festive ont rythmé cette journée, notamment grâce à la présence des équipes du Checkpoint Paris au Village Prévention.

FEMMES EN EXIL : UN ENGAGEMENT RENFORCÉ

À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le Groupe SOS et l'association Stand Speak Rise Up ! ont organisé un après-midi d'échanges dédié aux femmes en exil, particulièrement exposées aux violences. Dans la continuité du livre blanc Femmes en exil, l'urgence d'agir face à la violence de

leurs parcours (mars 2025), cet événement a permis d'approfondir les constats et de réaffirmer la nécessité d'un accompagnement global vers la reconstruction. Les échanges ont notamment porté sur les enjeux internationaux, les contraintes budgétaires et les leviers de rétablissement tels que le soin, le sport, la médiation artistique ou l'accès à l'emploi.

SPORT POUR TOUS : LES PREMIERS JEUX PARALYMPIQUES DE GUYANE

En 2025, la Maison d'accueil spécialisée de Kourou s'est mobilisée pour promouvoir l'accès au sport pour toutes et tous en organisant les Jeux Paralympiques de Guyane. Cet événement inédit a réuni, à travers trois éditions, près de 150 athlètes par rencontre, issu-e-s d'une dizaine d'établissements et associations du territoire. Accompagné-e-s par des professionnel-le-s, des familles, des bénévoles et les agents de la Ville de Kourou, les participant-e-s ont pris part à des épreuves sportives adaptées (judo, volley-ball, boccia, danse...). Au-delà de la performance, ces journées ont offert un espace d'expression, de dépassement de soi et de convivialité, où le sport devient un levier d'inclusion et de partage.



© Najla

LE GROUPE SOS SOLIDARITÉS EN CHIFFRES CLÉS

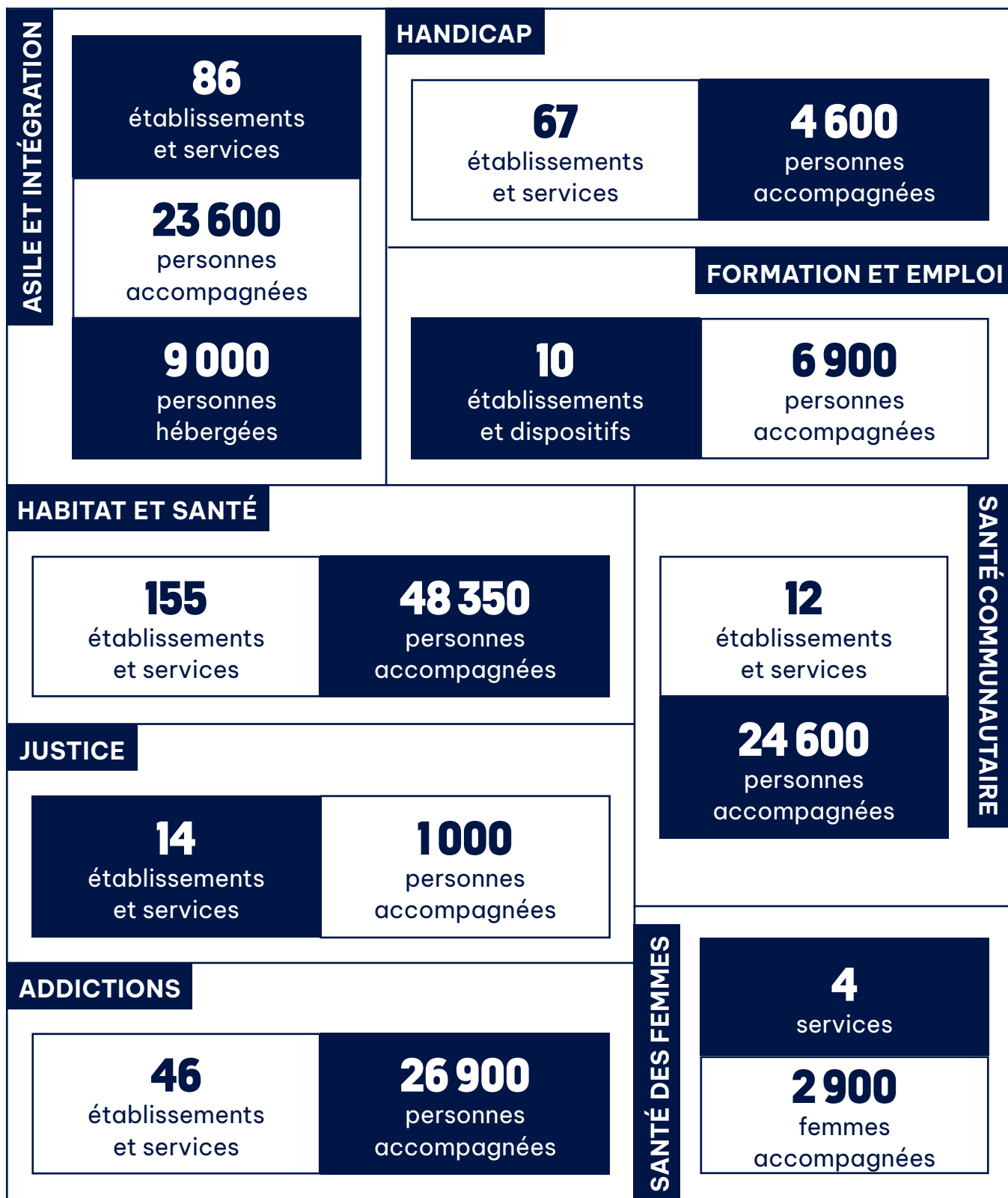
+400 établissements et services	140 000 personnes accompagnées	5 450 personnes employées	470 millions (revenus d'activités du groupement associatif)
--	---	--	---



Les ressources humaines

Effectifs au 31/12/2025

SECTEUR SOLIDARITÉS * Les chiffres pour l'association Groupe SOS Solidarités et ses 13 filiales	5 450 personnes employées		ASSOCIATION GROUPE SOS SOLIDARITÉS	
	4 922 équivalent temps plein		3 771 personnes physiques (3,20% d'augmentation par rapport à 2024), Équivalent temps plein : 3558,83	
			1 013 hommes	2 758 femmes
			42 ans âge moyen	5 ans et demi ancienneté
	99 / 100 index égalité femmes/hommes		6,34% Taux de salariées en situation de handicap	

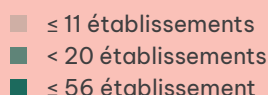


L'IMPLANTATION DES ÉTABLISSEMENTS

Avec 416 établissements et services en 2025, le Groupe SOS Solidarités est présent sur l'ensemble du territoire hexagonal ainsi qu'en Guyane.

Des directions territoriales assistent les établissements dans la gestion quotidienne, garantissent la mise en œuvre des politiques associatives et coordonnent les actions en lien avec les financeurs et partenaires locaux.





RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS PAR RÉGION

Île-de-France : 121

Paris (75) : 56
 Seine-et-Marne (77) : 14
 Yvelines (78) : 5
 Essonne (91) : 11
 Hauts-de-Seine (92) : 12
 Seine-Saint-Denis (93) : 25
 Val-de-Marne (94) : 13
 Val d'Oise (95) : 5

Provence-Alpes-Côte d'Azur : 59

Hautes-Alpes (5) : 2
 Alpes-Maritimes (6) : 13
 Bouches-du-Rhône (13) : 40
 Var (83) : 1
 Vaucluse (84) : 8

Occitanie : 51

Aude (11) : 13
 Aveyron (12) : 3
 Gard (30) : 13
 Haute-Garonne (31) : 2
 Hérault (34) : 16
 Hautes-Pyrénées (65) : 1
 Pyrénées-Orientales (66) : 2
 Tarn-et-Garonne (82) : 1

Normandie : 45

Calvados (14) : 2
 Eure (27) : 19
 Orne (61) : 11
 Seine-Maritime (76) : 13

Auvergne-Rhône-Alpes : 30

Allier (3) : 20
 Puy-de-Dôme (63) : 7
 Rhône (69) : 2
 Haute-Savoie (74) : 1

Nouvelle-Aquitaine : 25

Charente (16) : 1
 Charente-Maritime (17) : 3
 Corrèze (19) : 2
 Creuse (23) : 3
 Gironde (33) : 13
 Landes (40) : 2
 Lot-et-Garonne (47) : 1

Centre-Val de Loire : 14

Indre (36) : 1
 Indre-et-Loire (37) : 9
 Loir-et-Cher (41) : 1
 Loiret (45) : 3

Guyane (DROM) : 14

Guyane (973) : 14

Pays de la Loire : 12

Loire-Atlantique (44) : 7
 Maine-et-Loire (49) : 2
 Vendée (85) : 3

Grand Est : 10

Meurthe-et-Moselle (54) : 1
 Moselle (57) : 8
 Bas-Rhin (67) : 1

Bourgogne-Franche-Comté : 7

Haute-Saône (70) : 1
 Saône-et-Loire (71) : 4
 Yonne (89) : 2

Hauts-de-France : 5

Nord (59) : 5

BILAN FINANCIER

Le budget* du groupement associatif Solidarités s'élève à près de 470M€ en 2025, dont 387 M€ pour l'association Groupe SOS Solidarités et un total de 83 M€ pour les 13 filiales associatives.

*Le budget correspond au total des produits de l'année 2025

387 M€
ASSOCIATION GROUPE SOS
SOLIDARITÉS

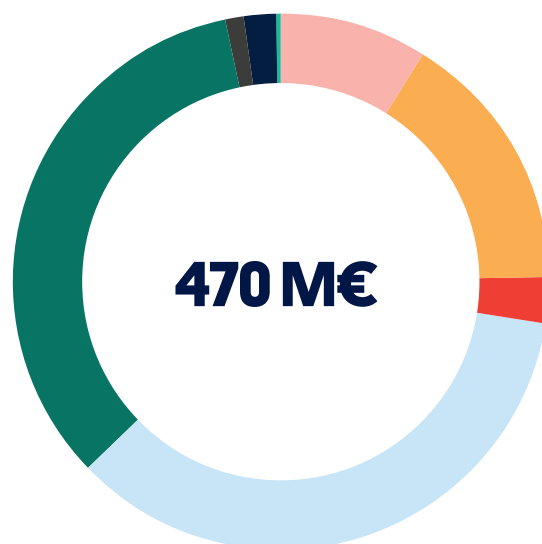
83 M€
FILIALES ASSOCIATIVES

470 M€
D'ACTIVITÉ EN 2025

Répartition du budget du secteur par domaines d'expertise (en %)

- Habitat et Santé : 35,1%
- Handicap : 33,8%
- Asile et Intégration : 15,8%
- Addictions : 9%
- Emploi et Formation : 2,9%
- Santé communautaire et lutte contre les discriminations : 1,9%
- Justice : 1,3%
- Santé des femmes : 0,1%

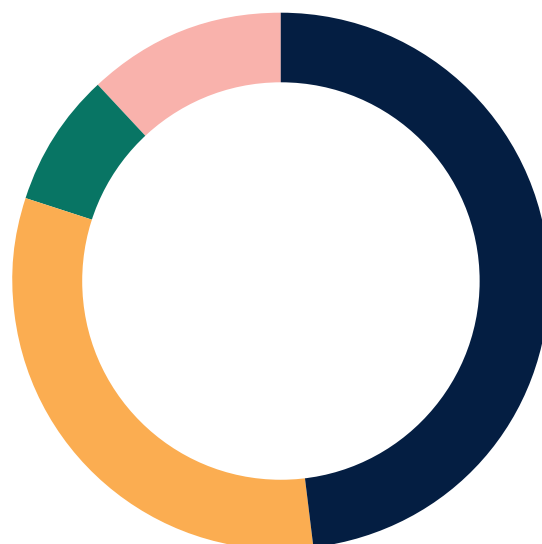
Les activités Habitat et Santé, Handicap, Asile et Intégration représentent près de 85% du budget total du secteur Solidarités.



Répartition des ressources de l'Association Groupe SOS Solidarités par financeurs (en %)

- Assurance maladie : 48%
- État (hors assurance maladie) : 32%
- Autres financeurs : 12%
- Collectivités territoriales : 8%

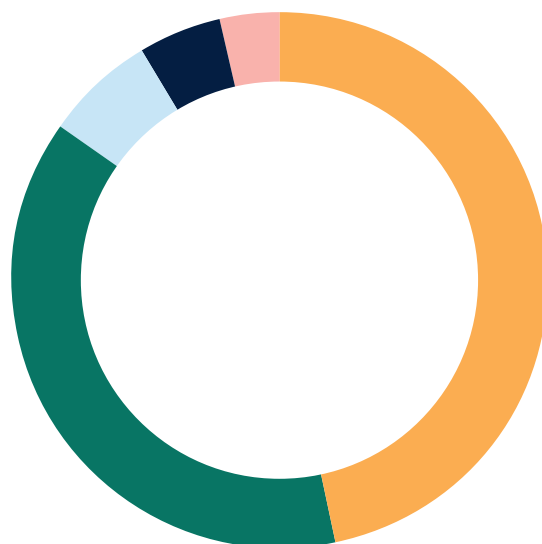
La structure des financements est stable par rapport à 2024.



Répartition des charges d'exploitation de l'Association Groupe SOS Solidarités (en %)

- Salaires et charges sociales : 47%
- Achats et charges externes : 38%
- Autres charges d'exploitation : 7%
- Dotation aux amortissements et aux provisions : 5%
- Impôts et taxes : 3%

La structure des charges d'exploitation ne connaît pas d'évolution significative, avec une masse salariale représentant 47% du total, contre 48% en 2024.



PRENDRE POSITION

En 2025, le Groupe SOS Solidarités a poursuivi son engagement pour défendre les droits des personnes les plus vulnérables.

Face aux blocages administratifs, aux reculs législatifs et aux atteintes croissantes aux droits fondamentaux, nous avons choisi d'alerter, de documenter et d'agir, aux côtés de nombreux partenaires associatifs.

HÉBERGEMENT D'URGENCE : SORTIR DE L'IMPASSE ADMINISTRATIVE

Avec l'Association Aurore, le CASP, Emmaüs Solidarité et le Samusocial de Paris, nous avons rendu publique une enquête inédite, menée auprès d'un millier de ménages hébergés dans 134 structures d'urgence. L'enquête a révélé un paradoxe : 72 % des ménages vivent en France depuis plus de 5 ans, 43 % travaillent (souvent dans des secteurs en tension), et 20 % ont un enfant français ou réfugié. Pourtant, faute de titre de séjour, ces personnes restent durablement en hébergement d'urgence (en moyenne plus de trois ans), à rebours de la philosophie du Logement d'abord. Ensemble, nous plaidons pour une régularisation facilitée et des préfectures plus accessibles, afin de lever des blocages administratifs qui entretiennent la précarité au lieu de favoriser l'intégration.

DÉMATÉRIALISATION DES SERVICES PUBLICS : QUAND LE NUMÉRIQUE ENTRAVE LES DROITS

La généralisation de l'Administration numérique des étrangers en France devait simplifier les démarches. Sur le terrain, nous constatons l'inverse : pertes d'emploi, ruptures de droits sociaux, parcours d'insertion brisés. Aux côtés d'un collectif d'associations, nous avons déposé un recours devant le Conseil d'État pour « carence fautive ». Derrière les dysfonctionnements techniques, il y a des vies fragilisées. L'accès au séjour, à l'emploi et aux droits ne peut dépendre d'une plateforme défaillante.

ACCÈS DIGNE À L'ALIMENTATION : UNE URGENCE DANS L'ASILE

En Île-de-France, avec plusieurs associations partenaires, nous avons publié une enquête sur la sécurité alimentaire dans les Hébergements d'urgence pour demandeurs d'asile. Les résultats sont alarmants : plus d'une personne sur deux ne mange pas trois repas par jour, 36 % souffrent de faim modérée ou sévère, deux parents sur trois réduisent leurs propres repas pour nourrir leurs enfants. Nous formulons des recommandations claires : accès effectif à l'emploi dès le début de la demande d'asile, revalorisation de l'Allocation pour Demandeur d'Asile, et mise en place d'un cadre national garantissant une alimentation digne dans les structures d'hébergement.

**Défendre les droits
des personnes vulnérables,
c'est défendre le
vivre-ensemble.**



LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA : SOUTENIR LES ASSOCIATIONS POUR NE PAS RECULER

En 2025, l'association Arcat a co-signé une tribune appelant à un soutien renforcé aux associations engagées dans la lutte contre le VIH/sida. Depuis près de quarante ans, elles jouent un rôle essentiel dans la prévention, l'accès aux soins et l'accompagnement des publics les plus exposés et souvent invisibilisés. Pourtant, leur action est aujourd'hui fragilisée par des financements instables et une baisse des moyens. Nous avons alerté : sans un soutien structurel et pérenne, les progrès accomplis pourraient être remis en cause. Alors que les outils existent pour mettre fin à l'épidémie d'ici 2030, atteindre les personnes les plus éloignées du système de santé reste un enjeu majeur. Lutte contre le VIH/sida : soutenir les associations pour ne pas reculer.

HANDICAP : 20 ANS APRÈS LA LOI DE 2005, POURSUIVRE LE COMBAT POUR L'INCLUSION

Vingt ans après la loi du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances des personnes en situation de handicap, nous avons co-signé une tribune appelant à poursuivre la mobilisation pour une société pleinement inclusive.

Si des avancées importantes ont été réalisées en matière d'accessibilité, de compensation ou d'inclusion scolaire, de nombreux obstacles persistent : inégalités territoriales dans l'accès aux droits, complexité administrative, manque d'accessibilité des lieux publics ou encore accompagnement scolaire insuffisant.

Aux côtés de plusieurs organisations du médico-social, nous avons rappelé qu'il est aujourd'hui indispensable de transformer les ambitions de 2005 en réalités concrètes pour les personnes concernées et leurs proches.

RÉTENTION ADMINISTRATIVE : PROTÉGER L'ÉTAT DE DROIT

En 2025, nous nous sommes mobilisés contre l'allongement possible à 210 jours de la durée de rétention administrative. Aux côtés de France terre d'asile, Forum réfugiés et La Cimade, nous avons saisi le Conseil constitutionnel pour demander la censure de cette loi. L'enfermement prolongé fragilise la santé mentale et physique des personnes concernées, sans démontrer son efficacité en matière d'éloignement. Il s'inscrit dans une logique sécuritaire qui affaiblit les principes fondamentaux de l'État de droit. Nous nous sommes également opposés à une proposition visant à retirer aux associations leur mission d'information juridique en centres de rétention administrative. L'éviction des associations porterait atteinte à l'exercice effectif des droits et à la transparence démocratique dans ces lieux de privation de liberté.



© Andy

ADDICTIONS

Quand on parle d'addictions, on pense souvent aux dépendances visibles, mais on oublie ce qui les sous-tend : la souffrance, l'isolement, la précarité ou encore la stigmatisation. Le Groupe SOS Solidarités refuse de réduire les personnes à leurs difficultés et place l'accompagnement, sans jugement, au cœur de son action.

Deuxième acteur associatif de la prise en charge des addictions en France, l'organisation intervient à toutes les étapes du parcours : prévention, soins, réduction des risques, insertion sociale et professionnelle, hébergement, soutien à l'entourage. Cette approche globale permet de répondre à la diversité des situations et d'adapter les réponses aux besoins de chacun·e.

En développant des dispositifs innovants et accessibles, le Groupe SOS Solidarités agit pour une prise en charge plus humaine, plus efficace et plus inclusive, au service de la santé et de l'autonomie des personnes.



ADDICTIONS

TRY JANUARY : REPENSER SON RAPPORT À L'ALCOOL SANS INJONCTION

Face aux limites du Dry January, souvent perçu comme un objectif difficile à atteindre, l'association dOser a proposé une alternative avec la campagne Try January. L'enjeu : encourager une réflexion apaisée sur sa consommation d'alcool, sans culpabilisation ni exigence de performance. Plutôt que de viser l'arrêt total, Try January invite à expérimenter de nouveaux comportements : ralentir sa consommation, alterner avec des boissons sans alcool, être attentif à ses sensations. Chaque petit changement devient une avancée, contribuant à réduire les risques et à améliorer la qualité de vie.

En valorisant une approche progressive et accessible, cette campagne permet de toucher des publics souvent éloignés des messages de prévention classiques et de réengager des personnes qui se sentaient jusque-là en échec.

RECONNECT : PRÉVENIR LES DÉPENDANCES AUX ÉCRANS

Engagée de longue date dans l'inclusion numérique, l'association Reconnect a développé des actions de prévention face à une problématique croissante : la dépendance aux écrans, notamment chez les jeunes. Déployés dans plusieurs régions, ses ateliers s'adressent aux adolescent·es, jeunes adultes et à leurs parents.

À partir d'une prise de conscience concrète (souvent suscitée par la découverte du temps



d'écran réel), les participant·es sont invités à questionner leurs usages. L'approche privilégie la compréhension des mécanismes de dépendance plutôt que la culpabilisation.

À travers des échanges, des jeux et des mises en situation, chacun apprend à identifier ses habitudes, à en comprendre les ressorts et à fixer ses propres limites. Une démarche pédagogique qui redonne du pouvoir d'agir et favorise des usages plus équilibrés du numérique.

INNOVER POUR RÉDUIRE LES RISQUES

Le Groupe SOS Solidarités développe des approches innovantes pour accompagner les personnes dans la gestion de leurs addictions. Dans ses dispositifs d'addictologie, la réalité virtuelle constitue un levier thérapeutique prometteur : en immergeant les patient·es dans des situations proches de leur quotidien, elle permet de travailler le craving, d'expérimenter de nouvelles stratégies et de renforcer la confiance en soi, dans un cadre sécurisé.

En Guyane, le programme "Vape Guyane" illustre une autre forme d'innovation, centrée sur la réduction des risques liés au tabagisme. En proposant un usage encadré de la cigarette électronique, associé à un accompagnement individualisé et à des ateliers pratiques, le dispositif a permis à l'ensemble des participant·es de réduire leur consommation, avec des premiers sevrages complets observés.

Ces initiatives témoignent d'une même ambition : adapter les réponses aux réalités des publics, en privilégiant des solutions concrètes, pragmatiques et efficaces pour améliorer durablement la santé et les conditions de vie.

En chiffres

46

établissements et services

26 900

personnes accompagnées

12 700

**touchées par des actions de
prévention**

5 000

**personnes rencontrées lors d'actions
hors-les-murs**

7 500

**personnes accueillies ou reçues en
consultation**

9 300

personnes hébergées





ASIŁ ET INTÉGRATION

Depuis 2015, le Groupe SOS Solidarités s'engage aux côtés des personnes en situation d'exil, avec la conviction qu'elles constituent une richesse pour notre société. Cet engagement se traduit par des actions concrètes d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement, visant à répondre aux besoins essentiels dès l'arrivée sur le territoire.

Les personnes en demande d'asile ou bénéficiaires d'une protection sont accompagnées dans leurs démarches administratives, leur accès aux droits, à la santé, au logement et à l'emploi. Les équipes mobilisent une approche globale, attentive aux parcours de vie, aux vulnérabilités et aux aspirations de chacun·e.

À travers ces actions, l'association défend une vision de l'intégration fondée sur la dignité, l'autonomie et la participation à la vie sociale. L'objectif : permettre une inclusion durable et apaisée, au bénéfice des personnes accompagnées comme des territoires qui les accueillent.



ASILE ET INTÉGRATION

PROGRAMME MAPII : ACCOMPAGNER LES PARCOURS LES PLUS VULNÉRABLES

Le programme MAPII permet l'accueil et l'accompagnement de personnes réfugiées particulièrement vulnérables, identifiées par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et vivant souvent dans des conditions précaires. Déployé sur plusieurs territoires, il vise à sécuriser leur arrivée en France et à favoriser leur intégration à travers un accompagnement global d'une durée de 12 mois.

En 2025, le dispositif a été maintenu malgré un contexte de désengagement européen et une réduction significative des objectifs d'accueil. Initialement engagée à accueillir 6 000 personnes, la France a revu ce chiffre à la baisse, avec des conséquences directes sur les financements et la capacité d'action des opérateurs. Sur le terrain, les équipes de Groupe SOS Solidarités poursuivent leur mobilisation pour lever les freins à l'intégration, tout en alertant sur les limites d'un accompagnement trop court face à la complexité des situations. Malgré ces contraintes, le programme démontre son utilité en permettant à des personnes qui n'auraient pas pu accéder seules au territoire de reconstruire leur parcours, jusqu'à l'accès au logement autonome.

PRENDRE EN COMPTE LA SANTÉ MENTALE DANS LES PARCOURS D'EXIL

Le Centre d'accompagnement psychosocial pour les exilé·es (CAPSE) illustre l'attention portée à la santé mentale, enjeu central



des parcours d'exil. Le dispositif propose une prise en charge psychothérapeutique et un accompagnement social adaptés aux personnes en situation de grande souffrance psychique, sans condition d'accès.

L'exil constitue souvent un « arrachement » générateur de traumatismes, nécessitant une approche spécifique et pluridisciplinaire. Le CAPSE agit ainsi à la fois sur le soin, la coordination des parcours et la lutte contre les stigmatisations, afin de favoriser la reconstruction et l'autonomie.

En 2025, l'obtention de financements du fonds européen asile, migrations et intégration (FAMI) et l'ouverture d'une nouvelle antenne à Coulommiers en Seine-et-Marne, sont venus consolider cette réponse innovante.

INITIATIVE MARIANNE : SOUTENIR LES DÉFENSEUR·SES DES DROITS HUMAINS

Depuis cinq ans, le Groupe SOS Solidarités participe à l'Initiative Marianne, un programme porté par l'État français visant à soutenir des défenseur·ses

des droits humains menacés dans leur pays. Chaque année, une promotion internationale est accueillie en France pour un parcours de formation, d'accompagnement et de mise en réseau.

En 2025, douze lauréat·es, majoritairement des femmes, ont bénéficié de ce dispositif, autour de thématiques telles que les droits des femmes, les droits LGBTQIA+ ou la lutte contre la peine de mort. Le Groupe SOS Solidarités contribue à la co-construction de projets à fort impact, en mobilisant son expertise et ses partenaires. Au-delà de l'accompagnement, l'Initiative favorise la création de liens durables entre les participant·es et les acteurs institutionnels et associatifs français. Elle illustre l'engagement du Groupe SOS Solidarités en faveur des droits fondamentaux, y compris à l'international.

En chiffres

86
établissements et services

23 600
personnes accompagnées

9 000
personnes hébergées et
accompagnées

15
plateformes AGIR (Accompagnement
Global et Individualisé des Réfugiés)

8 800
places d'hébergement





© Etnis

EMPLOI ET FORMATION

Le Groupe SOS Solidarités accompagne les personnes les plus éloignées de l'emploi, dont les parcours sont souvent marqués par des freins multiples : précarité, isolement, manque de qualification ou difficultés d'accès aux droits. Ces situations appellent des réponses souples et adaptées, capables de s'ajuster aux réalités de chacun·e.

Pour y répondre, les équipes déploient des dispositifs innovants et individualisés, qui partent des talents, des envies et des ressources des personnes.

L'accompagnement s'appuie sur plusieurs leviers complémentaires : la formation professionnelle, notamment dans les métiers du soin et du lien, l'inclusion numérique, et la mise en réseau avec les acteurs locaux de l'emploi et de l'insertion.

En favorisant la remobilisation progressive, la reprise de confiance et l'accès à des opportunités concrètes, cette expertise vise à construire des trajectoires d'insertion durables. Elle s'inscrit dans une logique d'émancipation, permettant à chacun·e de retrouver une place active dans la société.



LES CHEMINANTES : UN PARCOURS D'ÉMANCIPATION POUR LES FEMMES RÉFUGIÉES

Déployé par la plateforme AGIR 44, le projet Les Cheminantes accompagne des femmes réfugiées dans un parcours pensé pour favoriser leur remobilisation et leur autonomie. À travers des sorties et des expériences concrètes (visites de chantiers d'insertion, découvertes de métiers, lieux culturels ou institutions), les participantes s'approprient progressivement leur environnement et reprennent confiance en elles.

Le dispositif intègre pleinement les réalités du quotidien, en travaillant des compétences essentielles : se repérer dans les transports, interagir dans une langue encore en cours d'acquisition, comprendre les services publics. Une attention particulière est portée à la prise en compte des enfants, afin de lever les freins liés à la garde et de faciliter la participation des femmes.

En créant un cadre sécurisant et collectif, Les Cheminantes permet à chacune d'oser, de s'affirmer et d'envisager de nouvelles perspectives, sociales comme professionnelles.

TAPAJ MARSEILLE : 10 ANS D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ

Depuis 2015, le dispositif TAPAJ (Travail Alternatif Payé à la Journée) accompagne à Marseille des jeunes en situation de grande précarité, souvent concernés par des conduites addictives. En leur proposant des missions de travail ponctuelles, rémunérées immédiatement, TAPAJ constitue un premier levier



d'accroche vers l'insertion. En dix ans, plus de 700 jeunes ont été accompagnés, 30 000 heures de chantiers réalisées et plus de 60 % des parcours ont connu une issue positive. Au-delà des chiffres, TAPAJ offre un cadre structurant et bienveillant, favorisant l'accès aux soins, la reprise de confiance et la remobilisation progressive. Ce dispositif illustre la capacité du Groupe SOS Solidarités à proposer des réponses pragmatiques et adaptées, en partant des réalités de vie des jeunes pour construire, pas à pas, des trajectoires d'insertion durables.

ÉCOLE AURORA : LA LANGUE COMME LEVIER D'INTÉGRATION

Avec l'ouverture de l'École AURORA à Nîmes, le Groupe SOS Solidarités renforce son action en faveur de l'apprentissage du français, levier essentiel d'insertion sociale et professionnelle. Destinée aux bénéficiaires de la protection internationale et aux personnes en situation régulière, cette école gratuite propose des parcours adaptés à différents niveaux. Au-delà de l'apprentissage

linguistique, l'école développe des compétences sociolinguistiques en lien avec les projets professionnels des participant·es. Des ateliers pratiques et des sorties pédagogiques viennent compléter les cours, afin de favoriser l'immersion et la connaissance du territoire. Porté par une équipe dédiée et soutenu par des bénévoles, le projet co-financé par l'Union Européenne, contribue à lever un frein majeur à l'emploi et à l'autonomie, tout en facilitant l'intégration durable des personnes accompagnées dans leur environnement.

En chiffres

10

établissements et services

12 500

**personnes accompagnées vers
l'emploi ou une formation sur
l'ensemble des dispositifs du
Groupe SOS Solidarités**

6 900

personnes accompagnées





HABITAT ET SANTÉ

Quand on perd son logement, c'est tout un équilibre de vie qui s'effondre. Le Groupe SOS Solidarités accompagne les personnes sans abri pour leur permettre de retrouver une stabilité, un toit et des perspectives. À travers un réseau d'établissements et de services d'hébergement temporaire, de logement accompagné et de dispositifs médico-sociaux, l'association propose un accompagnement global, adapté aux situations de grande précarité. L'accès aux soins, le soutien social et l'accompagnement vers l'autonomie sont au cœur des pratiques. L'objectif est de sortir durablement les personnes de l'isolement, de favoriser leur rétablissement et de construire, avec elles, des solutions de logement pérennes, en lien avec leurs besoins et leurs aspirations.



UNE PERMANENCE MOBILE POUR ALLER VERS LES PUBLICS PRÉCAIRES

Pour répondre aux situations de grande précarité, le Groupe SOS Solidarités développe des dispositifs d'« aller vers », afin de rencontrer les personnes là où elles se trouvent. À Nice, la mise en place d'une permanence du camion de l'Équipe Mobile Santé Précarité (EMSP) illustre cette approche.

Ce dispositif mobile permet d'assurer une première prise en charge sanitaire et sociale des personnes éloignées des structures classiques, en lien étroit avec les acteurs locaux. En facilitant l'accès aux soins et à l'accompagnement, il constitue un premier pas vers une prise en charge plus globale.

Ces initiatives témoignent de la capacité d'adaptation des équipes, qui interviennent au plus près des besoins pour réduire le non-recours et améliorer concrètement les conditions de vie des personnes les plus vulnérables.

METTRE À L'ABRI LES PERSONNES SANS ABRI FACE AUX VAGUES DE FROID

Face aux vagues de froid, les équipes du Groupe SOS Solidarités se sont mobilisées pour apporter des réponses rapides aux personnes sans abri. À Marseille, en lien étroit avec les services de l'État et les collectivités, plusieurs dispositifs d'hébergement d'urgence ont été activés en quelques heures, permettant l'ouverture de dizaines de places supplémentaires dans des gymnases.

Cette réactivité illustre la capacité d'adaptation des



© Anna Sophie

équipes, engagées pour garantir un accueil inconditionnel et protéger les personnes les plus vulnérables face aux risques sanitaires liés au froid. Chaque mise à l'abri s'accompagne d'un premier niveau d'écoute et d'évaluation des besoins, afin d'orienter au mieux les personnes accueillies.

Mais ces mobilisations ponctuelles mettent aussi en lumière les limites des réponses d'urgence face à des situations de précarité souvent anciennes et complexes. Elles rappellent la nécessité de développer des solutions plus pérennes, capables de répondre durablement aux besoins de logement, de soins et d'accompagnement.

UN INVITÉ INATTENDU REND VISITE AUX RÉSIDENT·ES DES ÉTABLISSEMENTS “LES VOISINS”

À Saint-Denis, les Lits Halte Soins Santé (LHSS) et les Lits d'Accueil Médicalisés (LAM) “Les Voisins” accueillent des personnes sans domicile confrontées à des problématiques de santé lourdes. Au-delà des soins, ces dispositifs offrent un

accompagnement global, alliant suivi médical, soutien social et accompagnement vers des solutions de logement. Ils constituent des espaces sécurisants, où les personnes peuvent se stabiliser, se rétablir et envisager la suite de leur parcours. Pensés comme de véritables lieux de vie, les établissements “Les Voisins” accordent une place essentielle au lien social et à la dignité. À l'occasion des fêtes de fin d'année, la venue du footballeur professionnel Saël Kumbedi a ainsi offert aux résident·es un moment de partage et de convivialité particulièrement marquant. Ces instants, faits d'échanges, de joie et de reconnaissance, participent pleinement au processus de rétablissement, en rappelant à chacun·e sa place dans le collectif et dans la société.

En chiffres

155

établissements et services

48 350

personnes accompagnées

2 800

appartements en diffus

22 650

personnes hébergées

177 600

personnes accueillies en journée

7 700

places d'hébergement

110 000

**repas distribués sur notre accueil de
jour l'ADEJO à Nîmes**





© Gerda

HANDICAP

Le Groupe SOS Solidarités développe des accompagnements souples et évolutifs, à tous les âges de la vie et pour toutes les formes de handicap. Chaque parcours est pensé au plus près des besoins, des envies et des capacités des personnes, dans une logique d'inclusion progressive et durable.

Les établissements et services, ouverts sur leur environnement, sont conçus comme des lieux de vie et de lien, co-construits avec les personnes accompagnées, leurs proches et les partenaires du territoire. L'inclusion s'y construit pas à pas, à travers l'accès aux droits, à la citoyenneté, à la culture, au travail et à la vie sociale.

Engagées dans une démarche de promotion de l'autodétermination, les équipes placent l'écoute, le respect des choix et le pouvoir d'agir au cœur de leurs pratiques. L'objectif : permettre à chacun·e de décider pour soi-même et de se construire une vie qui lui ressemble.



HANDICAP

L'ÉTABLISSEMENT "TANDEM" CERTIFIÉ CAP'HANDÉO

L'Établissement d'Accueil Médicalisé "Tandem" à Marly a obtenu la certification Cap'Handéo pour une durée de cinq ans : une distinction qui vient saluer la qualité de l'accompagnement proposé aux personnes présentant des troubles du spectre de l'autisme. Attribuée à l'issue d'un audit exigeant, cette certification reconnaît des pratiques professionnelles structurées, individualisées et adaptées aux besoins spécifiques des personnes accompagnées. Elle valorise également l'engagement des équipes au quotidien, dans une approche respectueuse et centrée sur la personne. Au-delà de cette reconnaissance, la certification inscrit l'établissement dans une dynamique d'amélioration continue, avec des évaluations régulières. Elle renforce ainsi sa crédibilité et sa visibilité sur le territoire, tout en consolidant son ambition : proposer un accompagnement toujours plus inclusif et de qualité.

RECONNAÎTRE ET SOUTENIR LE RÔLE ESSENTIEL DES AIDANT·E·S

Les aidant·e·s jouent un rôle central auprès des personnes en situation de handicap, souvent au prix d'un engagement intense et d'un épuisement encore trop peu visible. Le Groupe SOS Solidarités développe des actions dédiées pour leur offrir des espaces de répit, d'écoute et de ressources. En 2025, plusieurs initiatives ont été déployées sur les territoires : journées dédiées mêlant activités inclusives et temps de bien-être, groupes de parole, conférences



et ateliers participatifs. En Seine-Saint-Denis, une journée organisée au PRISME a combiné activités sportives pour les enfants et moments de détente pour les parents. D'autres événements, à Frontignan ou en Moselle, ont permis d'aborder des enjeux clés comme l'isolement ou l'usure de compassion. Ces actions traduisent une conviction forte : prendre soin des aidant·e·s, c'est aussi améliorer durablement l'accompagnement des personnes.

ACCOMPAGNER LA PARENTALITÉ ET LES DROITS À LA VIE INTIME

À Cayenne, le dispositif Cap Parents – Intim'agir propose un accompagnement global des personnes en situation de handicap, en abordant de manière articulée les enjeux de parentalité, de vie intime, affective et sexuelle, et de prévention des violences. Conçu comme un guichet unique, il s'adresse à la fois aux personnes concernées, à leurs proches et aux professionnel·les. Le service Cap Parents soutient les futurs et jeunes parents, du désir d'enfant jusqu'à la majorité, à travers un accompagnement individualisé,

psychologique et social. Le centre ressource Intim'agir, quant à lui, œuvre à la promotion des droits à la vie intime et relationnelle, en proposant information, sensibilisation et appui aux pratiques professionnelles. En favorisant une approche globale, coordonnée et respectueuse des choix de chacun·e, ce dispositif contribue à renforcer l'autonomie, les compétences et le pouvoir d'agir des personnes accompagnées.

En chiffres

67
établissements et services

4 600
bénéficiaires

2 300
places

1 160
personnes hébergées





© Meryem

JUSTICE

Le Groupe SOS Solidarités accompagne les personnes placées sous main de justice dans une logique de réinsertion durable et de prévention de la récidive. Ces parcours, souvent marqués par des fragilités multiples, nécessitent un accompagnement renforcé et pluridisciplinaire.

Les équipes interviennent notamment auprès de personnes radicalisées ou en voie de radicalisation, ainsi qu'auprès d'auteurs de violences conjugales ou intrafamiliales. Elles mobilisent une diversité de professionnel·les (éducateurs, psychologues, médiateurs) afin d'agir sur l'ensemble des leviers de l'inclusion : logement, emploi, santé, lien social.

À travers une approche globale et responsabilisante, le Groupe SOS Solidarités défend une vision de la justice qui ne se limite pas à la sanction, mais qui ouvre des perspectives de transformation.

Sa conviction : personne n'est jamais au bout de son histoire.



ACCOMPAGNEMENT DES AUTEURS DE VIOLENCE : UNE EXPERTISE RECONNUE ET EN DÉVELOPPEMENT

Les dispositifs CPCA et CJPP, dédiés à l'accompagnement des auteurs de violences conjugales et intrafamiliales, ont connu en 2025 une dynamique de consolidation et de reconnaissance.

Le renouvellement du marché public, à l'issue d'un contrôle interne de l'administration pénitentiaire, a permis au Groupe SOS Solidarités de conserver ses lots dans des conditions de mise en œuvre améliorées, tout en élargissant son périmètre d'intervention à de nouveaux territoires limitrophes. Parallèlement, une hausse significative de l'activité a été observée, témoignant d'un meilleur repérage des publics et d'un renforcement des liens de confiance avec les prescripteurs judiciaires. Les taux d'occupation élevés traduisent la pertinence et la lisibilité croissante de ces dispositifs.

Cette reconnaissance s'est également exprimée à travers une visibilité accrue, notamment avec la participation au documentaire "Violences conjugales : les mots du mâle" de Léa Ménard pour France TV et des sollicitations à l'international. En décembre, l'intervention de Marie Le Bas, Directrice des établissements "La Parenthèse" à Tours et "Le Rebond" à Paris lors de la conférence ministérielle organisée avec le ministère du Développement social jordanien à Amman, illustre l'intérêt croissant pour le modèle français et la capacité du Groupe SOS Solidarités à contribuer aux dynamiques de coopération et de transfert d'expertise.



PAIRS : UN DISPOSITIF STRUCTURANT FACE AUX ENJEUX DE RADICALISATION

Le programme PAIRS, dédié à la prise en charge des personnes radicalisées, a franchi en 2025 une étape importante dans sa structuration et sa reconnaissance institutionnelle.

Les différentes missions d'évaluation, notamment celles de l'Inspection générale de la Justice et de la Direction de l'administration pénitentiaire, ont confirmé la conformité et la qualité des accompagnements proposés, avec des retours globalement très positifs. Le dispositif s'est renforcé autour de plusieurs axes : formalisation de projets d'établissement pour chaque antenne, structuration de parcours de formation initiale et continue, réactivation d'une coordination nationale des médiateurs du fait religieux. Ces évolutions contribuent à garantir cohérence, professionnalisation et montée en compétence des équipes.

Par ailleurs, PAIRS s'inscrit pleinement dans les dynamiques institutionnelles, avec une participation active à des colloques nationaux et l'organisation d'un premier comité

de pilotage stratégique réunissant les principales autorités judiciaires. Les échanges ont souligné le caractère désormais indispensable du dispositif et sa capacité d'adaptation.

En chiffres

5

établissements en charge de la mise en œuvre du Contrôle judiciaire avec placement probatoire (CJPP)

3

centres de prise en charge des auteurs de violences (CPCA)

1

plateforme pour faciliter l'éviction des conjoints violents

880

personnes accompagnées dans les CPCA et CJPP

4

programmes d'accompagnement individualisé et de réaffiliation sociale (PAIRS)

117

personnes accompagnées par PAIRS



© Frédéric



© Renato



© Johann



© Tahir



SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le Groupe SOS Solidarités développe des actions de santé communautaire à destination des publics les plus exposés aux risques sanitaires et sociaux, notamment les personnes LGBTQIA+, les travailleur·euses du sexe, les personnes en situation d'exil, ou encore celles vivant avec le VIH ou une hépatite virale. Ces parcours sont souvent marqués par la précarité, l'isolement et la stigmatisation, qui constituent autant de freins à l'accès aux droits et aux soins. Pour y répondre, les équipes déploient une approche globale, inclusive et bienveillante, au plus près des réalités vécues. Les actions de

prévention, de promotion de la santé et d'accompagnement s'inscrivent dans une logique d'« aller-vers », afin de toucher les personnes les plus éloignées des dispositifs classiques.

Fondée sur la réduction des risques et le respect des identités, cette expertise vise à créer des espaces sûrs, accessibles et sans jugement. L'objectif : permettre à chacun·e d'accéder à ses droits, de prendre soin de sa santé et de renforcer son pouvoir d'agir, dans une perspective d'autonomie et d'inclusion durable.



SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

UNE RECONNAISSANCE NATIONALE POUR LE CHECKPOINT PARIS

Après près de quatre ans d'expérimentation, les Centres de Santé Sexuelle à Approche Communautaire ont intégré le droit commun en 2025, devenant des Centres de Santé et de Médiation en Santé Sexuelle (CSMSS). Cette évolution marque une étape clé : elle reconnaît l'efficacité d'un modèle fondé sur la proximité avec les publics et l'adaptation des pratiques.

Au cœur de ce modèle, une prise en charge rapide et accessible, avec notamment des résultats de dépistage en 90 minutes et une approche globale "Tester, Traiter, Prévenir". Le Checkpoint Paris, pionnier en la matière, joue un rôle central dans la lutte contre le VIH, notamment comme premier centre prescripteur de PrEP en France.

Cette dynamique démontre la capacité des approches communautaires à lever les freins d'accès aux soins, à toucher les publics les plus éloignés et à innover. Elle ouvre aujourd'hui la voie à l'essaimage de nouveaux centres dans d'autres métropoles, pour répondre plus largement aux enjeux de santé sexuelle.

RENDRE LA SANTÉ SEXUELLE ACCESSIBLE À TOUTES ET TOUS

Le centre de santé sexuelle Checkpoint Paris a été retenu par la Fondation de France pour son projet de consultations de santé sexuelle en langue des signes française (LSF), financé pour trois ans en partenariat avec l'association



LGBT "Mains Paillettes".

Toute personne sourde signante peut être accompagnée lors de ses rendez-vous au Checkpoint par un·e interprète LSF de Mains Paillettes, formé·e aux enjeux et aux parcours de soins en santé sexuelle. Grâce à ce partenariat, le Checkpoint renforce son accessibilité et propose des parcours de soins adaptés, en garantissant le consentement éclairé et la pleine compréhension des informations.

PRÉVENTION ET EMPOWERMENT AU CŒUR DE LA SCÈNE BALLROOM

La scène ballroom rassemble des personnes LGBTQIA+ racisées autour de "houses", véritables familles choisies offrant entraide et soutien. En partenariat avec plusieurs associations, le Checkpoint Paris y développe des actions de prévention adaptées à cette communauté.

Ces actions prennent deux formes : des dépistages en amont des événements, donnant accès à des entrées gratuites, et des permanences directement sur place pendant les "balls". Cette approche permet de toucher un public parfois éloigné des

structures de santé classiques.

Au-delà du dépistage, ces interventions s'inscrivent dans une démarche d'empowerment, en s'appuyant sur les codes et les dynamiques propres à la communauté. Elles contribuent à faire de la prévention un moment accessible, valorisant et intégré aux espaces de vie.

En chiffres

12

établissements et services

13 780

personnes accompagnées

2 800

personnes touchées via les actions en aller-vers

7 850

personnes accueillies ou reçues en consultation

8 000

personnes touchées par des actions de prévention

8 600

dépistages réalisés

1 800

travailleurs et travailleuses du sexe accompagnés-es

≈ 6 000

visiteurs ont participé à l'un des événement de la Braderie "Les créateurs ont du cœur"

+ 42 000

visites sur le site Journal du Sida





SANTÉ DES FEMMES

Le Groupe SOS Solidarités développe une expertise dédiée aux femmes, souvent les premières touchées et les plus durablement affectées par les situations de précarité. Leurs parcours, fréquemment marqués par des violences, des ruptures et des inégalités d'accès aux droits, nécessitent des réponses globales et adaptées. Pour y répondre, les équipes proposent un accompagnement individualisé, qui agit sur l'ensemble des dimensions de la vie : accès aux droits, aux soins, à l'emploi, mais aussi soutien psychologique et reconstruction du lien social. Une attention particulière est portée aux femmes victimes de violences, ainsi qu'à leurs enfants, afin de garantir leur sécurité et de favoriser leur développement. En plaçant l'écoute, la protection et le renforcement du pouvoir d'agir au cœur de ses actions, cette expertise vise à accompagner les femmes vers la reprise de confiance, l'autonomie et une insertion durable dans la société.



SANTÉ DES FEMMES

HANDIGYNÉCO : FAVORISER LA SANTÉ SEXUELLE DES FEMMES EN SITUATION DE HANDICAP

Les femmes en situation de handicap rencontrent encore de nombreux obstacles dans l'accès aux soins gynécologiques. En Île-de-France, seules 58 % bénéficient d'un suivi régulier, et une majorité n'a jamais réalisé certains examens essentiels, comme la mammographie ou le frottis.

Face à ces constats, le projet Handigynéco, auquel participent plusieurs établissements du Groupe SOS Solidarités, agit pour réduire ces inégalités en intervenant à plusieurs niveaux : sensibilisation et formation des professionnel·les de santé, adaptation des pratiques, orientation vers des structures accessibles et accompagnement des femmes dans leur parcours de soins.

En intégrant les besoins spécifiques liés au handicap et en valorisant une approche respectueuse de l'autonomie et de l'intimité, Handigynéco contribue à faire de l'accès aux soins un droit effectif pour toutes.

LES CAPITELLES : ACCOMPAGNER LA MATERNITÉ SANS JUGEMENT

Dans le Gard, le service Les Capitelles du CSAPA Mas Saint-Gilles propose un accompagnement dédié aux mères récemment sevrées de substances psychoactives. Ce dispositif articule soutien psychologique, soins en addictologie, accompagnement social et appui à la parentalité, avec un objectif central : préserver et



renforcer le lien mère-enfant. Les parcours des femmes concernées sont souvent marqués par des ruptures, des vulnérabilités et des injonctions sociales fortes. Pour y répondre, Les Capitelles développent une approche globale et individualisée, qui prend en compte la complexité des trajectoires sans réduire les personnes à leurs usages passés. Une attention particulière est portée aux femmes enceintes, repérées en amont et accompagnées dès les premiers besoins. En intégrant pleinement la parentalité dans le parcours de soin, sans jugement, ce dispositif contribue à redonner confiance aux mères et à renforcer leur pouvoir d'agir dans la construction de leur projet de vie.

PROTÉGER LES FEMMES MIGRANTES DU VIH

La PrEP reste encore peu accessible à certains publics, notamment aux femmes, en particulier migrantes. Pour répondre à cet enjeu, une expérimentation portée par ARCAT, Le Checkpoint et le Département de la Seine-Saint-Denis a été lancée dans un centre de Protection

Maternelle et Infantile (PMI) au Bourget. L'objectif : proposer des consultations de santé sexuelle intégrant à la fois suivi gynécologique et prévention du VIH, dans un lieu déjà fréquenté par les femmes.

Si la PrEP n'a pas été massivement initiée lors de cette première phase, le projet a permis d'ouvrir un espace de dialogue sur la santé sexuelle, souvent peu abordée.

Les consultations ont révélé des besoins importants autour de la contraception, des violences ou encore de la fertilité. Fort de ces enseignements, le dispositif évolue et sera déployé à Noisy-le-Sec, dans un environnement plus favorable pour toucher les publics cibles.

En chiffres

4

services

2 900

femmes accompagnées

1 600

**personnes sensibilisées par le
Van Plurielles 61**

≈ 42 000

**produits périodiques distribués à des
femmes en situation de précarité**





© Meryem

Dossier

OFFRIR UN ACCOMPAGNEMENT SPÉCIFIQUE AUX FEMMES LES PLUS EXCLUES

Chaque année, plus de 20 000 femmes en situation d'exclusion sont accompagnées par le Groupe SOS Solidarités. Mères seules, victimes de violences, femmes en situation de précarité, d'isolement, d'exil... Pour ces femmes, accéder à un lieu sûr, un espace à soi, constitue la première étape pour se reconstruire. Cette ambition est au cœur du Manifeste Égalité de genre du Groupe SOS : « Pour que l'égalité de genre bénéficie à toutes, y compris aux femmes les plus exclues ».



TOUTES LES FEMMES MÉRITENT UN LIEU SÛR

Depuis plusieurs années, le Groupe SOS Solidarités a ouvert des centres d'hébergement exclusivement dédiés aux femmes, conçus pour répondre à la diversité de leurs besoins. Ainsi, à Paris, les centres Partage et Plurielles accueillent respectivement des femmes en grande marginalité, souvent confrontées à des troubles psychiques ou à des addictions, et des jeunes femmes en errance. À Marseille, le centre Chez Simone propose des studios avec un accompagnement global : santé, insertion, accès au logement et lien social.

À Nîmes, le Café Olympe est un lieu hybride, qui a été créé pour répondre à l'invisibilité des femmes sans-abri ou vulnérables.

Comme l'explique Mélanie Cara, éducatrice spécialisée et coordinatrice du café :

« Trouver un lieu pour souffler est très difficile lorsque l'on vit à la rue, encore plus si l'on est une femme. Les dispositifs d'accueil de grande précarité, essentiels pour leur survie (alimentation, hébergement...) sont une porte d'entrée vers le soin et

l'accompagnement social, mais ils sont côtoyés en grande majorité par des hommes. Cela peut conduire à une grande insécurité. »

Face à cette réalité, le Café Olympe propose des ateliers collectifs et des sorties entre femmes, et accompagne celles qui le souhaitent vers l'accès aux soins ou aux droits. Une constellation de lieux, comme autant d'espaces sécurisés où les femmes les plus exclues peuvent retrouver de la stabilité, se poser, se relever, se reconstruire.

LA SANTÉ COMME LEVIER D'AUTONOMIE

Conscient que la santé est également un facteur majeur d'inégalité entre les femmes et les hommes, le Groupe SOS Solidarités agit pour la prise en compte des besoins spécifiques des femmes en situation de vulnérabilité. En Ile-de-France, le programme Santé Plurielles agit pour que les femmes hébergées dans des structures sociales puissent accéder à leurs droits à la santé (physique, mentale, sexuelle et sociale) et lutter contre les violences. Ateliers de prévention, dépistages, groupes de parole, formation des professionnel·les...



© Gerda

un programme qui permet aux femmes de reprendre la main sur leur parcours de santé, et aux équipes qui les entourent d'adapter leurs accompagnements. Santé Plurielles agit aussi concrètement contre la précarité menstruelle avec l'initiative « *Changer les règles* », grâce à laquelle plus de 40 000 produits périodiques sont distribués chaque année. En matière de santé gynécologique, les constats sur l'accès aux soins des femmes en situation de handicap sont particulièrement alarmants. D'après une étude réalisée par l'Agence régionale de santé en Ile-de-France, seules 58 % bénéficient d'un suivi régulier, plus de 85 % n'ont jamais réalisé de mammographie et un quart n'ont jamais effectué de frottis. Dans ce contexte, le programme Handigynéco, dans lequel s'inscrivent plusieurs établissements de Groupe SOS Solidarités, agit à plusieurs niveaux : sensibilisation et formation des professionnel·les, orientation vers des ressources accessibles et accompagnement fondé sur l'écoute, l'autonomie et le respect de l'intimité.

Focus sur :

FEMMES ET ADDICTIONS AVEC L'ASSOCIATION DOSER

Face aux addictions, des réponses spécifiques sont également développées. En effet, beaucoup de femmes en situation d'addiction restent éloignées des dispositifs d'accompagnement, souvent perçus comme inadaptés à leurs réalités. Leurs consommations sont pourtant étroitement liées à des expériences spécifiques, comme les violences, la charge mentale, l'isolement, la maternité ou la précarité. Face à ces constats, l'association dOSER (Oser changement le regard sur l'alcool, doser les risques) développe une approche de réduction des risques centrée sur les besoins des femmes : accueil sécurisant, intervention précoce et accompagnement à distance pour lever les freins. Une démarche inclusive qui valorise les parcours et ouvre de nouvelles voies pour mieux prévenir et accompagner les femmes.





© Johann

ALLER VERS LES FEMMES ISOLÉES AVEC LE VAN PLURIELLES

Dans les territoires ruraux et isolés, là où les services publics se raréfient et où persistent de véritables « zones blanches de l'égalité », le Van Plurielles va à la rencontre des femmes. Depuis trois ans, ce dispositif itinérant géré par l'association YSOS installe, au cœur des villages normands, sur des parkings de supermarché, près des écoles ou dans les quartiers prioritaires, un espace d'écoute, d'information et d'orientation dédié aux droits des femmes.

Le Van Plurielles repose sur une conviction simple : aucune femme ne devrait être trop éloignée pour être entendue. Sans rendez-vous, gratuitement et en toute confidentialité, il permet d'aborder tous les sujets : violences, santé, vie affective et sexuelle, égalité femmes-hommes, précarité menstruelle ou insertion professionnelle. Chaque halte devient une porte d'entrée vers des solutions concrètes et vers les bons interlocuteurs. Le van ne remplace pas les dispositifs existants : il les rend accessibles, en créant du lien et en rétablissant l'accès aux droits là où il avait disparu.

PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES

Face à l'ampleur des violences conjugales et intrafamiliales, le Groupe SOS Solidarités agit aussi en prévention. Le dispositif « Violences au sein du couple » propose un accompagnement structuré des établissements : formation de l'ensemble des équipes, élaboration de plans d'action et suivi dans la durée. Chaque année, plus d'un millier de situations de violences conjugales sont repérées et accompagnées par les professionnel·les de l'association.

Des modules complémentaires, menés avec des partenaires spécialisés, approfondissent les dimensions juridiques, la prise en compte des enfants exposés et les vulnérabilités spécifiques des femmes étrangères. De nouveaux contenus viendront renforcer cette offre, notamment sur le psychotraumatisme et les violences sexuelles. Des centaines de professionnel·les de l'association ont été formé·es ces dernières années.





© Gerda

Focus sur :

RESTAURER L'ESTIME DE SOI AVEC L'ASSOCIATION JOSÉPHINE

L'accompagnement ne s'arrête pas à la mise à l'abri. Il vise aussi la reconstruction personnelle et l'autonomie. Depuis 20 ans, l'association Joséphine développe une approche pionnière de beauté solidaire, mobilisant la socio-esthétique et la socio-coiffure comme des leviers pour restaurer l'estime de soi et le pouvoir d'agir des femmes les plus exclues. Dans ses salons à Paris, Clermont-Ferrand et Moulins, ou directement dans les lieux de vie des femmes en situation de précarité, des ateliers individuels et collectifs permettent aux femmes de reprendre confiance en elles et de mener à bien leurs projets personnels et professionnels. L'association développe également des programmes spécifiques pour favoriser l'accès à l'emploi ou à la formation des femmes très éloignées du marché du travail. Avec le soutien de la Fondation L'Oréal, près de 70 lieux de vie à travers la France accueilleront en 2026 des « bulles Joséphine » : des espaces de soin et de bien-être dédiés aux femmes exclues.



© Manon

OFFRIR UN AVENIR POSSIBLE

À travers ses établissements, ses dispositifs et ses initiatives, le Groupe SOS Solidarités porte une conviction forte : permettre aux femmes de se reconstruire, ce n'est pas seulement les mettre à l'abri, c'est créer les conditions pour qu'elles retrouvent sécurité, confiance et autonomie. Parce que toutes les femmes méritent un lieu sûr où elles peuvent se sentir chez elles.

2 000

C'EST LE NOMBRE DE PLACES SPÉCIFIQUEMENT DÉDIÉES AUX FEMMES SEULES, AUX MÈRES VICTIMES DE VIOLENCES ET À LEURS ENFANTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DU GROUPE SOS SOLIDARITÉS.

106

C'EST LE NOMBRE DE PROFESSIONNEL·LES FORMÉ·ES AU REPÉRAGE ET À L'ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES VICTIMES VIOLENCE AU SEIN DE L'ASSOCIATION EN 2025.

UNE VISION GLOBALE DE L'ÉGALITÉ DE GENRE

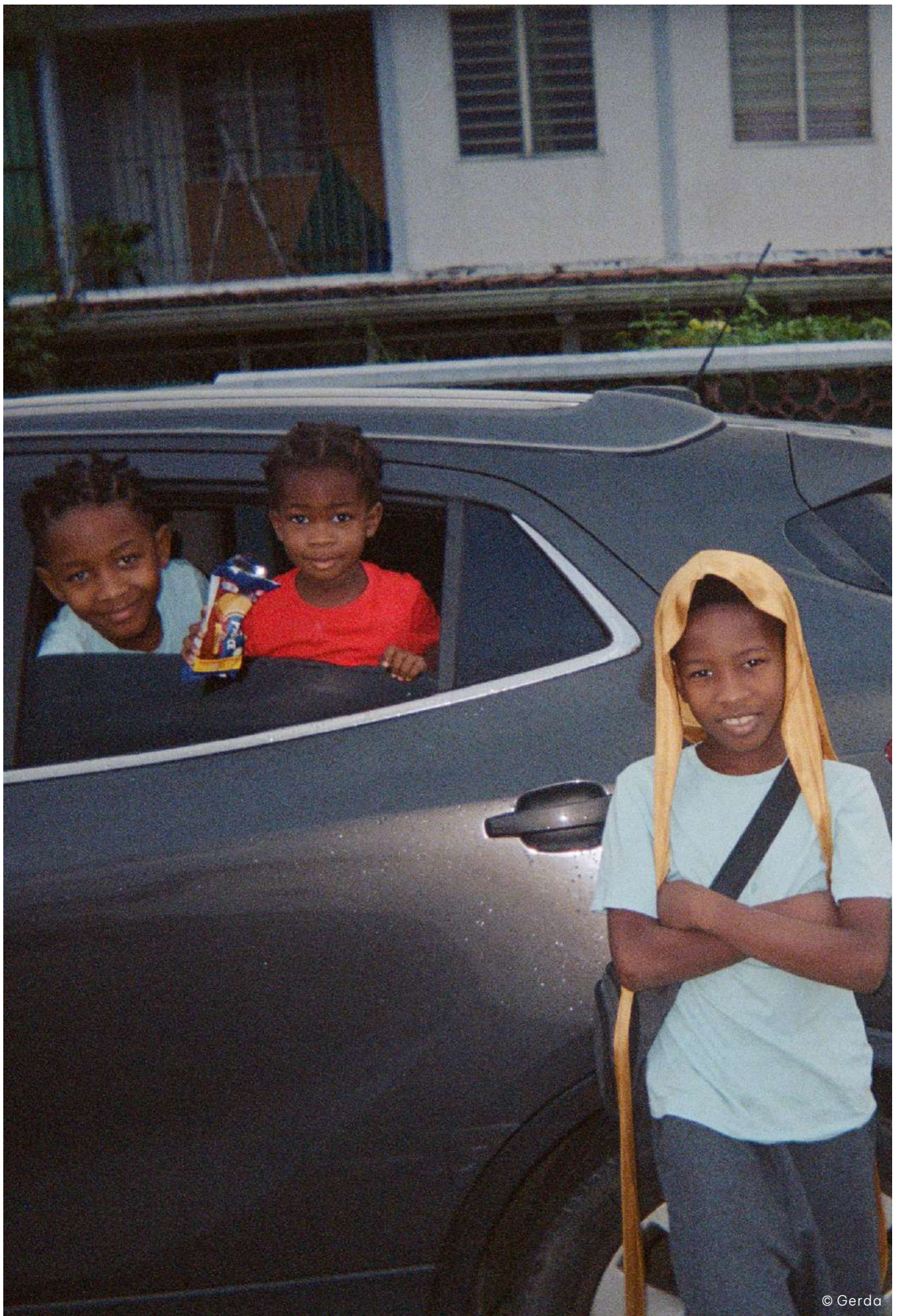
Pour Gaëlle Tellier, Vice-présidente exécutive du Groupe SOS en charge des solidarités et de l'égalité de genre, « Ce n'est pas aux femmes de s'adapter, ce sont les dispositifs qui doivent changer ».

En clair, l'égalité de genre doit structurer toutes les politiques et pratiques du secteur, de l'accueil aux dispositifs spécialisés. Elle précise :

« Il est indispensable de renforcer la formation des équipes dans l'ensemble des structures hébergeant des femmes, de penser l'accompagnement des victimes de violences, de créer des environnements de travail inclusifs et de systématiser la prise en compte des besoins spécifiques de toutes femmes, avec une attention particulière aux femmes issues des communautés LGBTQIA+. »



© Johann



© Gerda

Dossier

RENFORCER LES COMPÉTENCES PSYCHOSOCIALES DES JEUNES POUR MIEUX PRENDRE SOIN DE LEUR SANTÉ

Au sein du Groupe SOS Solidarités, la promotion de la santé des jeunes repose sur une conviction forte : pour bien grandir, il ne suffit pas d'être accompagné face aux difficultés, il faut aussi être outillé pour y faire face. C'est tout l'enjeu du développement des compétences psychosociales (CPS) : ces capacités à comprendre ses émotions, faire des choix, entrer en relation avec les autres ou encore gérer les situations de stress. À travers plusieurs dispositifs, le Groupe SOS Solidarités déploie une approche concrète, ancrée dans les territoires et co-construite avec les jeunes, leurs familles et les professionnels.

UNE STRATÉGIE D'INTERVENTION PRÉCOCE

Depuis 30 ans, le Point Écoute Parents Adolescents (PEPA) à Montpellier s'inscrit dans une logique d'intervention précoce, en particulier auprès des jeunes vivant dans des quartiers prioritaires ou en situation de vulnérabilité. L'ambition est claire : intervenir avant que les difficultés ne s'installent durablement, en proposant des réponses adaptées à chaque situation.

Pour cela, l'établissement déploie une approche globale qui articule plusieurs dispositifs complémentaires, à la croisée de la prévention, de l'accompagnement et du développement des compétences psychosociales.

Au cœur de cette démarche, le Point Accueil Écoute Jeunes (PAEJ) constitue une porte d'entrée essentielle. Il propose un accueil gratuit, confidentiel et sans condition pour les jeunes et leurs parents, à travers des accompagnements individuels et des actions collectives. Présent à Montpellier et sa métropole, le Bassin de Thau et le Pays de l'Or, il permet de créer un premier lien, d'écouter, de soutenir et d'orienter si nécessaire.

En parallèle, la Consultation Jeunes Consommateurs #LeCLIC offre un espace spécifique pour les jeunes souhaitant faire le point sur leurs consommations (substances, jeux vidéo, jeux d'argent) ou pour les parents confrontés à ces situations. Grâce à un important travail d'« aller-vers » dans les structures jeunesse, #LeCLIC va à la rencontre des jeunes et des professionnel·les, facilitant ainsi le repérage précoce et l'accompagnement des conduites à risque.



Dans cette continuité, le programme OYA déployé en Occitanie vient structurer une approche centrée sur le développement des compétences psychosociales. Il s'adresse aux jeunes accompagnés par la protection de l'enfance, la protection judiciaire de la jeunesse ou dans le champ du handicap, mais aussi aux adultes qui les entourent.

Sa méthode repose sur un parcours en trois temps : former les professionnel·les, accompagner les jeunes à travers des ateliers participatifs, et associer les familles lorsque cela est possible. Cette approche coordonnée permet d'ancrer durablement les apprentissages dans le quotidien, en favorisant l'expression, la prise de décision, la gestion des émotions et les relations aux autres.

Comme le résume Kévin Thiolon, Directeur du PEPA :

« Plus largement, l'ensemble de ces dispositifs s'inscrit dans une logique progressive d'intervention, du collectif vers l'individuel, qui facilite l'accès aux accompagnements. En multipliant les modalités de rencontre (ateliers, permanences, actions hors-les-murs), le PEPA contribue à créer un environnement de confiance autour des jeunes. »

Sur le terrain, cette approche globale permet non seulement de mieux repérer les situations de vulnérabilité, mais aussi de renforcer la capacité des adultes, parents comme professionnel·les, à accompagner les jeunes au quotidien. En travaillant à l'échelle d'un territoire, c'est tout un écosystème qui devient plus favorable à leur santé et à leur développement.

MIEUX COMPRENDRE ET PRÉVENIR LES CONDUITES ADDICTIVES

Les conduites addictives constituent un enjeu majeur de santé chez les jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance. Le dispositif expérimental PARRAJ (Prévenir, Accompagner, Réduire les Risques des conduites Addictives chez les Jeunes), fruit d'une collaboration entre le Groupe SOS Solidarités et le Groupe SOS Jeunesse, apporte une réponse innovante à cette problématique. PARRAJ agit à plusieurs niveaux pour transformer durablement les pratiques : auprès des jeunes, il propose des actions de prévention et de réduction des risques directement dans les établissements et services de la protection de l'enfance. Auprès des professionnel·les, il déploie des formations adaptées aux réalités de terrain, en lien avec le centre de formation d'Arcat. À l'échelle institutionnelle, il s'appuie sur un travail



de recherche et de modélisation afin de mieux comprendre les pratiques et diffuser des réponses efficaces.

En 2025, plus de 300 professionnel·les ont été formé·es dans cinq régions (Centre-Val de Loire, Grand Est, Guyane, Île-de-France et Occitanie). Ces formations visent à changer durablement les regards sur les conduites addictives et à doter les équipes d'outils concrets pour accompagner les jeunes.

ALLER VERS LES PUBLICS LES PLUS VULNÉRABLES : L'EXEMPLE DES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS

Cette attention portée aux compétences psychosociales se traduit aussi par des actions ciblées auprès des publics les plus éloignés des dispositifs classiques, comme les mineurs non accompagnés (MNA).

À Paris, les équipes du Checkpoint développent un partenariat avec l'association Droit à l'École pour proposer des actions d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, sans attendre l'aboutissement des démarches de scolarisation. En 2025, 58 jeunes ont ainsi participé à plusieurs séances abordant des sujets essentiels : contraception, prévention des infections, consentement, émotions, identités de genre et orientations sexuelles. Les contenus sont adaptés en fonction du niveau de langue et des besoins des groupes, afin de garantir une compréhension et une participation de toutes et tous.

À travers des formats interactifs (échanges, mises en situation, ciné-débats) ces interventions permettent aux jeunes de développer des compétences clés : s'exprimer, comprendre leurs

émotions, prendre des décisions et construire des relations respectueuses. Elles contribuent ainsi à renforcer leur autonomie et leur capacité à agir dans leur vie quotidienne.

DONNER AUX JEUNES LES MOYENS D'AGIR

Une même philosophie traverse cette diversité de programmes : agir avec les jeunes, et non à leur place. En renforçant leurs compétences psychosociales, le Groupe SOS Solidarités ne se contente pas de répondre à des besoins immédiats. Il contribue à construire, sur le long terme, des trajectoires de vie plus autonomes, plus sereines et en meilleure santé. Parce que promouvoir la santé des jeunes, c'est aussi leur donner les clés pour comprendre le monde, faire des choix éclairés et trouver leur place.

Dossier

LA CULTURE, UN ESPACE D'EXPRESSION ET DE SOIN

L' accès à la culture ne va pas de soi pour toutes et tous. Pour les personnes accompagnées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux, les freins peuvent être multiples : isolement, handicap, précarité, troubles psychiques... Face à ces réalités, le Groupe SOS Solidarités fait de la culture un levier concret d'inclusion, d'expression et de pouvoir d'agir. Sur le terrain, cela se traduit par des projets qui transforment les pratiques, rapprochent les mondes culturel et médico-social, et placent les personnes concernées au cœur des démarches.



© Serge



RENDRE LA CULTURE ACCESSIBLE, PARTOUT ET POUR CHACUN·E

Depuis plus de 30 ans, le programme Souffleurs de Sens du Groupe SOS Solidarités développe des solutions innovantes pour lever les obstacles à l'accès à la culture. Son service Souffleurs d'Images en est une illustration forte : il permet aux personnes mal et non-voyantes d'assister à l'événement culturel de leur choix, accompagnées par un·e bénévole formé·e qui décrit en direct les éléments visuels.

En 2025, ce dispositif connaît une croissance remarquable : près de 600 demandes d'accompagnement, 300 bénévoles formé·es et un déploiement renforcé sur de nouveaux territoires en France (dans les régions Bretagne, Grand Est, Hauts-de-France) et en Suisse, à Genève et Neuchâtel. Au-delà des chiffres, ce sont autant de parcours culturels rendus possibles, où les personnes choisissent, expérimentent et partagent des moments de culture en toute autonomie.

« Ce travail s'accompagne d'un dialogue étroit avec les lieux culturels: plus de 100 structures ont été sensibilisées ou accompagnées pour améliorer leur accessibilité cette année. Une dynamique qui contribue à faire évoluer durablement les pratiques du secteur culturel. »

,explique Emilie Bougouin, Directrice de Souffleurs de Sens.

Focus sur :

LE PROJET TRADYSION POU SWÉ

Au sein des établissements du Groupe SOS Solidarités, la culture est aussi mobilisée comme un outil d'accompagnement à part entière. En Guyane, le projet Tradysion Pou Swé en est un exemple inspirant. Pendant trois mois, des personnes vivant avec des troubles psychiques et accompagné par la Plateforme Rétablissement ont participé à des ateliers hebdomadaires mêlant musique traditionnelle, pratique du tambour et expression corporelle. Au-delà de la découverte artistique, ces ateliers ont permis de renforcer la confiance en soi, de favoriser l'expression des émotions et de recréer du lien social. En s'appuyant sur les traditions locales, le projet valorise les identités culturelles tout en contribuant au rétablissement des participant·es. Il illustre pleinement la manière dont la culture peut devenir un outil de soin, de reconstruction et d'émancipation.



© Etnis

ADAPTER LES LIEUX CULTURELS AUX BESOINS DE TOUS LES PUBLICS

L'accessibilité culturelle passe aussi par une transformation concrète des espaces et des médiations. À Paris, le centre d'art et de recherche Bétonsalon développe, en lien avec des professionnel·les du médico-social, un kit de visite sensoriel à destination des publics neuro-atypiques. Conçu avec une designeuse et une ergothérapeute, et testé directement avec les enfants accompagnés au sein de l'Institut médico-éducatif (IME) Adam Shelton à Saint-Denis, ce kit propose des outils pour faciliter l'attention, réguler les stimulations sensorielles ou encore permettre des temps de retrait.

« Cette co-construction avec les personnes concernées garantit des dispositifs réellement adaptés à leurs besoins. Elle témoigne d'un changement de regard : ce n'est plus aux publics de s'adapter à la culture, mais bien aux lieux culturels de devenir pleinement inclusifs. »

,résume Mathilde Cameirao, plasticienne et éducatrice intervenante à l'IME Adam Shelton.



© Ketsia

DONNER TOUTE LEUR PLACE AUX PERSONNES CONCERNÉES

Cette approche inclusive s'est pleinement incarnée lors de la journée « Voix, Visions et Actions », organisée le 3 décembre 2025 à La Villette, à l'occasion des 20 ans de la loi handicap de 2005. Un temps fort organisé par Imago, le Réseau des Pôles Art et Handicap d'Ile-de-France dont Souffleurs de Sens incarne le pôle parisien, en partenariat avec La Villette et avec le soutien financier de la Drac Ile-de-France et de l'Agence régionale de santé. Plus de 500 personnes (publics concernés, artistes, professionnel·les du social et de la culture) se sont réunies pour l'occasion.

Pensée avec et pour les personnes en situation de handicap, cette journée a fait la part belle à leur parole, à leurs créations et à leur expertise. Ateliers artistiques inclusifs, tables rondes, spectacles : autant de formats qui ont permis de croiser les regards et de faire émerger des solutions concrètes. L'accessibilité y a été envisagée dans toutes ses dimensions (physique, sensorielle, cognitive), montrant qu'un événement culturel peut être pleinement ouvert à tous les publics.



LA CULTURE COMME DROIT ET COMME LEVIER D'INCLUSION

À travers ces initiatives, le Groupe SOS Solidarités affirme une conviction : l'accès à la culture est un droit fondamental, mais aussi un puissant levier d'inclusion, de santé et de cohésion sociale. Qu'il s'agisse de permettre à une personne malvoyante d'assister à un spectacle, de proposer des ateliers artistiques favorisant le rétablissement, d'adapter les lieux culturels ou de former les professionnel·les, chaque action participe à construire une société plus ouverte et plus juste. Une société où chacun·e, quelles que soient ses fragilités, peut accéder à la culture, s'exprimer, créer.

Focus sur :

UN PARTENARIAT DURABLE AVEC LE FESTIVAL DE CLERMONT-FERRAND

Depuis 15 ans, le Festival du court métrage de Clermont-Ferrand permet à des personnes accompagnées du Groupe SOS Solidarités de vivre une immersion unique entre découverte artistique, prise de parole et engagement collectif. Organisé par Sauve Qui Peut le Court Métrage, en partenariat avec le Cinéma La Jetée, le festival accueille des résident·e·s volontaires des Appartements de Coordination Thérapeutique (ACT) : chaque année, ils et elles assistent aux projections, découvrent les coulisses du festival et préparent une interview filmée d'un·e réalisateur·rice en compétition.

Comme le souligne Marie Thonier, Directrice des établissements,

« Pour les résident·e·s, cette participation, c'est une expérience valorisante, un espace d'expression et la preuve que chacun·e a toute sa place dans les grands rendez-vous culturels de notre territoire ! »



© Serge



Dossier

LE NUMÉRIQUE, UN LEVIER AU SERVICE DE L'IMPACT SOCIAL

En 2025, le Groupe SOS Solidarités a accéléré sa transformation numérique avec une ambition claire : mettre les outils digitaux au service de ses missions sociales, de la qualité de l'accompagnement et des conditions de travail des professionnel·les. Face aux enjeux croissants de sécurisation des données, de conformité et d'efficacité, le numérique s'impose aujourd'hui comme un levier essentiel pour mieux accompagner et mieux travailler.

VERS LE SÉCUR DU NUMÉRIQUE

Depuis plusieurs années, le Groupe SOS Solidarités est engagé dans le programme « Ségur du numérique », qui vise à accélérer la transformation numérique du secteur social et médico-social et à améliorer la qualité des systèmes d'information déployés dans les établissements et services.

Dans ce cadre, l'association déploie progressivement un nouveau Dossier Usager Informatisé, permettant de centraliser l'ensemble des informations administratives, socio-éducatives, médicales et paramédicales des personnes accompagnées.

Au cœur de cette démarche : faciliter les échanges entre professionnel·les et partenaires, et fluidifier les parcours. Le partage d'une information fiable, sécurisée et accessible devient ainsi un levier concret pour améliorer la coordination et la continuité de l'accompagnement.

Focus sur :

COMHOM – EXPLOITER LA DONNÉE POUR MIEUX COMPRENDRE

En rejoignant le programme européen COMHOM, au sein d'un consortium de 50 acteurs via son association Reconnect, le Groupe SOS Solidarités développe des outils d'analyse pour mieux appréhender les situations de sans-abrisme, suivre les parcours et adapter les réponses.

Comme le souligne Quentin Dubourg, Directeur de l'Innovation et des Partenariats au Groupe SOS Solidarités :

« Cette initiative illustre comment le numérique peut éclairer les décisions et orienter les interventions sociales vers plus de pertinence et d'impact. »

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE: ACCOMPAGNER LES PROFESSIONNEL·LES

Cette dynamique s'inscrit dans un contexte de transformation profonde du secteur social et médico-social. L'évolution des cadres réglementaires (qu'il s'agisse de la généralisation de la facturation électronique à horizon 2026 ou du renforcement des exigences européennes en matière de cybersécurité (via la directive européenne NIS 2) impose aux organisations d'adapter leurs pratiques.

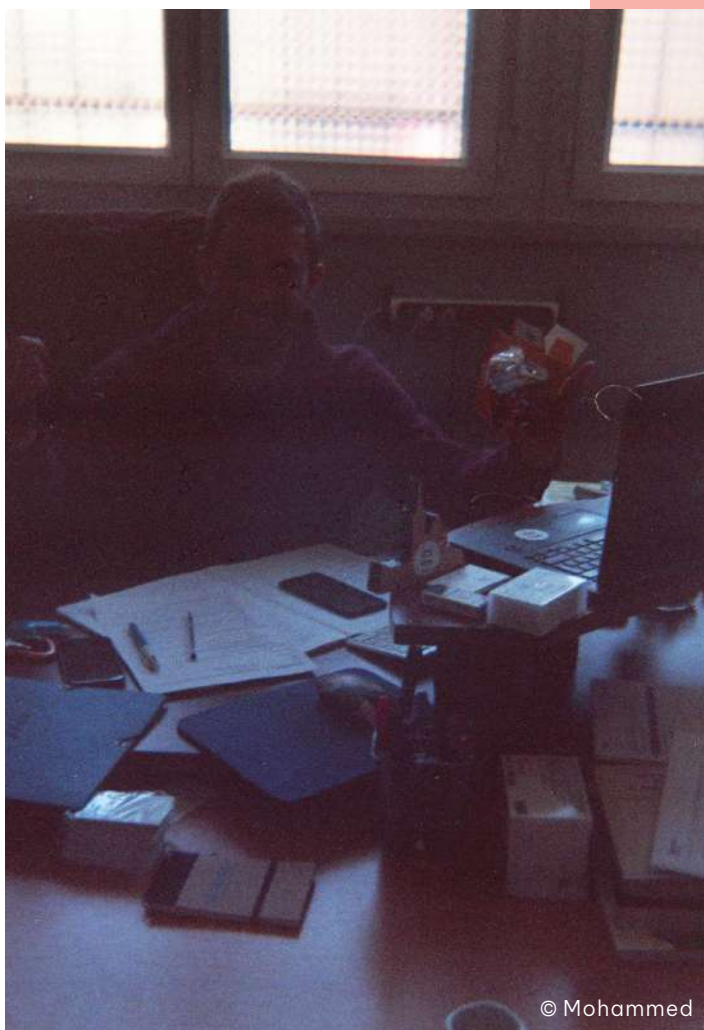
Pour le Groupe SOS Solidarités, ces évolutions représentent à la fois une opportunité de modernisation et une responsabilité : celle d'accompagner les professionnel·les dans ces changements.

Concrètement, cela se traduit par une modernisation en profondeur des systèmes d'information.

L'engagement dans le programme national « Care » contribue ainsi à renforcer la sécurité des établissements et services médico-sociaux. Le déploiement d'une solution cloud centralisée de gestion des identités numériques et des postes permet quant à lui de mieux protéger les données, tout en simplifiant la gestion des utilisateurs et de leurs accès aux outils numériques.

Grâce à l'identification sécurisée des personnes, à l'usage de messageries sécurisées et à des systèmes d'authentification renforcés, les équipes disposeront demain d'un environnement plus fiable, favorisant la coordination, la qualité des données et la continuité des accompagnements.

Mais cette transformation ne peut réussir sans l'adhésion et la montée en compétences des équipes. C'est pourquoi des formations ont été déployées à grande échelle : outils collaboratifs, bureautique encore initiation à l'intelligence artificielle. L'acculturation au numérique dépasse ainsi la simple prise en main des outils : elle permet aux professionnel·les d'anticiper les évolutions du secteur et de répondre aux nouvelles exigences avec confiance et autonomie.



Focus sur :

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS LE TRAVAIL SOCIAL

De Dans cette dynamique, l'intelligence artificielle s'affirme progressivement comme un outil au service des pratiques professionnelles. En 2025, le Groupe SOS Solidarités a structuré son approche autour d'un principe clair : soutenir les professionnel·les, sans jamais remplacer l'humain. Une charte éthique encadre ainsi les usages afin de garantir la protection des données et un déploiement responsable.

Les premières expérimentations sont déjà concrètes : aide à la traduction pour accompagner les personnes exilées, appui à la rédaction des écrits professionnels, ou encore co- construction d'outils de prévention avec les publics. L'École des Mines d'Alès accompagne notamment plusieurs établissements du pôle La Corniche à Sète pour optimiser la rédaction des projets personnalisés dans des structures accueillant des enfants en situation de handicap.

Comme le souligne Marc Briffaud, Directeur des Systèmes d'Information au Groupe SOS Solidarités :

« L'intelligence artificielle ne remplace pas l'humain ; elle lui permet de mieux se concentrer sur ce qui compte vraiment : accompagner, écouter et soutenir. »



Comme le souligne Michel Ziegler, Directeur de Reconnect :

« L'inclusion numérique est un levier pour renforcer l'autonomie, faciliter l'accès aux droits et garantir que personne ne soit laissé-e pour compte à l'heure où le numérique prend une place de plus en plus prépondérante dans nos vies. »

REDONNER DU TEMPS À L'ESSENTIEL

Au-delà des outils et des projets, la transformation numérique porte une ambition plus large : redonner du temps à l'essentiel. En allégeant les tâches administratives, en améliorant la circulation de l'information et en renforçant la coordination, elle permet aux équipes de se recentrer sur leur cœur de métier : accompagner, écouter et soutenir

FAIRE DU NUMÉRIQUE UN LEVIER D'INCLUSION

Si le numérique transforme en profondeur les pratiques professionnelles, il peut aussi constituer un facteur d'exclusion pour les publics les plus vulnérables. En 2024, près de 13 millions de Français – soit 19 % de la population – sont en situation de fracture numérique, avec des difficultés particulièrement marquées chez les personnes en situation de précarité, les personnes âgées ou les publics éloignés de l'emploi. Parmi elles, plus d'une sur deux déclare rencontrer des obstacles pour accéder aux services en ligne, compliquant l'accès aux droits essentiels et aux soins.

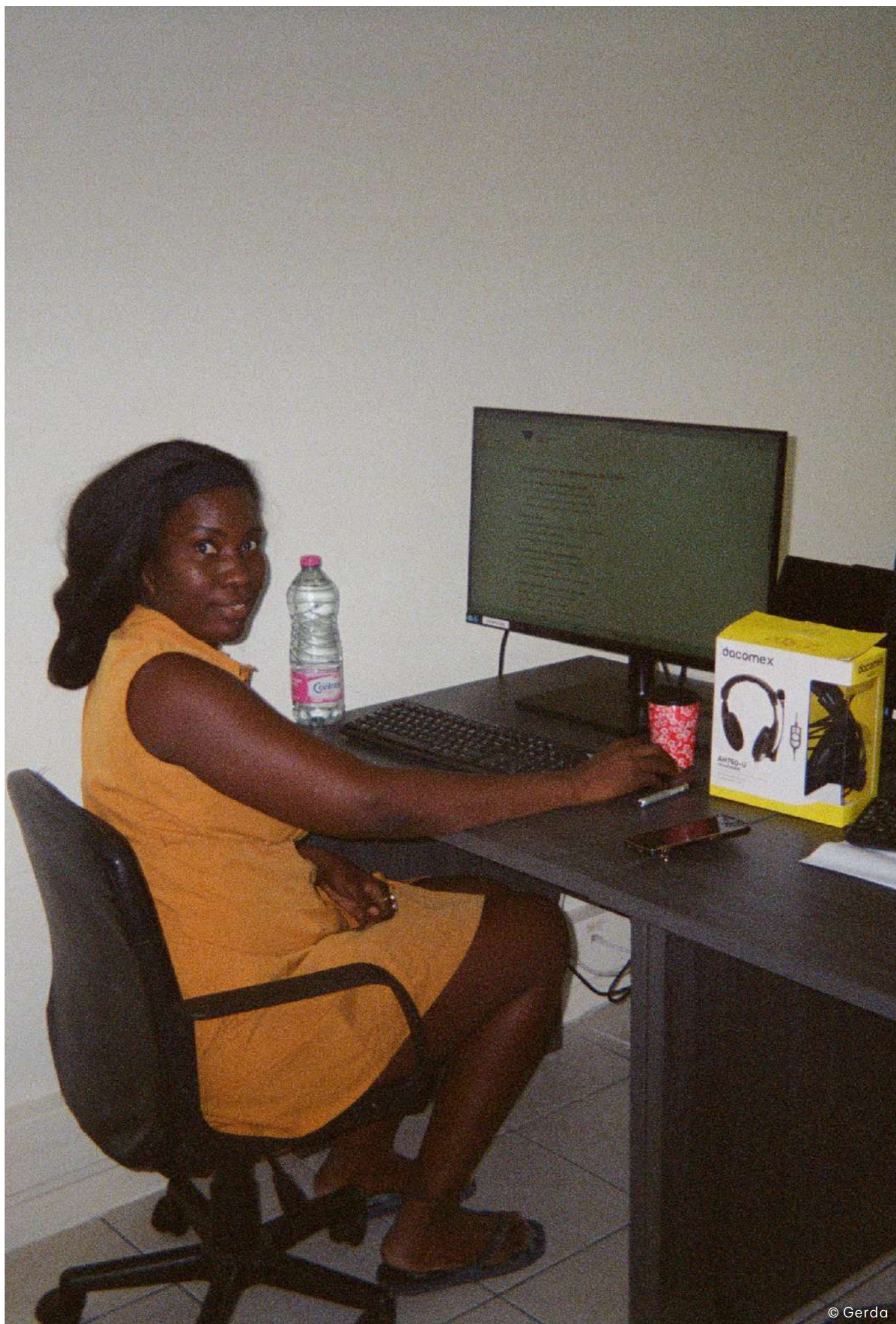
Face à ce constat, le Groupe SOS Solidarités agit également pour faire du numérique un levier d'inclusion. À travers son association Reconnect, des actions concrètes sont déployées pour accompagner les personnes dans leurs usages numériques : accès aux droits via Ameli ou Mon Espace Santé, utilisation des plateformes de santé comme Doctolib, ou encore appropriation d'applications du quotidien. Des dispositifs spécifiques sont également proposés aux femmes en situation de vulnérabilité, afin de renforcer leur autonomie.

994

C'EST LE NOMBRE D'ATELIERS RÉALISÉS PAR RECONNECT À DESTINATION DE PUBLICS EN FRACTURE NUMÉRIQUE AU COURS DE L'ANNÉE. PRÈS DE 6 000 PERSONNES ONT ÉTÉ ACCOMPAGNÉES PAR L'ASSOCIATION EN 2025.

2500

C'EST LE NOMBRE DE POSTES SÉCURISÉS PAR LE DÉPLOIEMENT DES NOUVELLES SOLUTIONS CLOUD.



© Gerda

Dossier

FAIRE VIVRE LA PARTICIPATION AU QUOTIDIEN

Participer. Le mot est simple, mais dans les établissements sociaux et médico-sociaux, il recouvre une réalité bien plus complexe. Pour les personnes accompagnées par le Groupe SOS Solidarités, les situations de vulnérabilité, les parcours de vie ou encore les cadres institutionnels peuvent rendre la prise de parole difficile. Alors, comment faire en sorte que chacun·e puisse réellement peser sur les décisions qui concernent sa vie ? Depuis plusieurs années, l'association s'attelle à cette question de fond.



© Pierre Chavane

DE L'INTENTION À LA RÉALITÉ

Les recommandations de la Haute Autorité de Santé sont claires : sans conditions adaptées (du temps, des outils accessibles, un accompagnement, une reconnaissance réelle...) la participation reste souvent symbolique.

C'est précisément ce constat qui a guidé les premières réflexions engagées dès 2022 au sein du Groupe SOS Solidarités, et le lancement du projet national "Trait d'Union". L'objectif de la démarche était simple : comprendre ce qui empêche de participer... et ce qui, au contraire, peut le rendre possible. Rapidement, une évidence s'impose : participer ne s'improvise pas. Cela se construit, collectivement.

CHANGER DE REGARD, CHANGER DE PRATIQUES

En 2025, une étape est franchie avec la mise en place d'un groupe pionnier. L'ambition est claire : dépasser les logiques de consultation pour entrer dans une véritable co-construction. Autour de la table, des personnes accompagnées, des proches et des professionnel-le-s issu-es de différents territoires.

En parallèle, un comité de pilotage s'organise, intégrant lui aussi des personnes concernées. Une manière d'ancrer les décisions dans les expériences de terrain, loin des approches descendantes.

TROUVER LES MOTS POUR DIRE ET POUR FAIRE

Avant de transformer les pratiques, encore faut-il parler le même langage. L'un des premiers chantiers consiste donc à définir, ensemble, ce que signifie « participer ». Un travail en apparence simple, mais qui a révélé toute la diversité des perceptions.

« L'inclusion numérique est un levier pour renforcer l'autonomie, faciliter l'accès aux droits et garantir que personne ne soit laissé-e pour compte à l'heure où le numérique prend une place de plus en plus prépondérante dans nos vies. »

,résume Aurélie Dadoun, référente nationale Aidants.

De cette réflexion émerge un socle commun. Une base essentielle pour construire la suite, mais aussi pour affirmer un positionnement : celui d'une participation pensée comme un droit, mais aussi comme une responsabilité partagée.

Mais cette ambition s'accompagne d'un principe fondamental : la participation ne peut être une injonction. Chacun-e doit pouvoir choisir son niveau d'implication, y compris celui de ne pas participer, sans que cela n'ait d'impact sur la qualité de son accompagnement.

REDONNER DU SENS AUX ESPACES DE PARTICIPATION

Très vite, la question des espaces existants s'impose. Et notamment celle des Conseils de la Vie Sociale. Souvent perçus comme formels, parfois éloignés du quotidien, ces espaces font l'objet d'un travail de transformation en profondeur. L'objectif n'est pas de créer de nouveaux dispositifs, mais de redonner du sens à ceux qui existent déjà.

Peu à peu, une autre manière de faire émerge. Des formats plus souples, plus accessibles, plus conviviaux. Une attention portée à l'écoute et à la place réelle de chacun.

Derrière ces évolutions, c'est une transformation plus profonde qui s'opère : celle des postures. Accepter que la parole des personnes accompagnées ne soit pas seulement entendue, mais qu'elle puisse influencer, orienter, parfois bousculer.





© Andris

QUAND LA PARTICIPATION DEVIENT CONCRÈTE

Au fil des rencontres, quelque chose change. Les personnes accompagnées prennent la parole. Mais surtout, elles prennent leur place. Elles co-animent, elles questionnent, elles restituent. Elles ne sont plus invitées à participer : elles participent pleinement. Pour certain·e·s, cette expérience ouvre de nouvelles perspectives. L'envie de s'engager davantage, de porter une voix au-delà de leur établissement, de contribuer à des réflexions à plus grande échelle. De fait, plusieurs participants se projettent désormais au sein de groupes de travail nationaux ou institutionnels, tels que ceux portés par la Haute Autorité de Santé.

UNE DYNAMIQUE QUI S'INSTALLE DANS LE TEMPS

Ce qui se construit aujourd'hui dépasse les actions ponctuelles. C'est une véritable dynamique qui prend forme. L'idée d'un Groupe national de participation émerge, pour faire circuler les expériences, porter les voix du terrain et continuer à faire évoluer les pratiques. Dans le même temps, certaines expérimentations vont voir le jour dans les établissements, pour tester concrètement de nouvelles manières de faire. En parallèle, le travail engagé avec les familles et les proches vient compléter cette approche, renforçant la dimension collective de la participation.

En 2026, la démarche se poursuivra, avec une ouverture vers l'Europe et la volonté de s'inspirer d'autres pratiques. Toujours avec la même ligne

directrice : avancer pas à pas, au rythme du collectif. Au Groupe SOS Solidarités, une conviction s'affirme : la participation ne se décrète pas. Elle se prépare, s'anime, s'ajuste, se soutient.



© Manon

ENGAGÉ·ES !

LA QUALITÉ AU COEUR DE L'ACCOMPAGNEMENT

Nos engagements constituent le socle de notre projet associatif : ils donnent un cap commun à nos établissements et services, irriguent nos pratiques professionnelles au quotidien et guident l'accompagnement des personnes que nous accueillons, dans toute la diversité de leurs parcours et de leurs réalités.



1

LE POUVOIR D'AGIR DES PERSONNES ACCOMPAGNÉES, AU CŒUR DE NOS MISSIONS

Mettre le pouvoir d'agir au cœur de nos accompagnements, c'est reconnaître chaque personne comme actrice de son parcours, dès les premiers temps de l'accueil.

Concrètement, nous prenons le temps de la rencontre, nous accueillons chacun·e tel·le qu'il ou elle est et se définit, et nous co-construisons des réponses adaptées à ses besoins, ses rythmes et ses aspirations. Nous soutenons l'autodétermination, encourageons l'émergence des projets et accompagnons les prises de risque. En favorisant l'implication de toutes et tous dans la vie de nos établissements, nous faisons du pouvoir d'agir un levier d'émancipation individuelle et collective.

2

LES PROFESSIONNEL·LES, ALLIÉ·ES DES PERSONNES ACCOMPAGNÉES ET DE LEURS PROCHES

Faire de nos professionnel·les des alliés·es, c'est leur donner les moyens d'accompagner avec justesse, engagement et humanité. Pour cela, nous créons des cadres de travail qui soutiennent l'initiative, la prise de recul et la coopération, tout en valorisant la pluralité des compétences, y compris celles issues du travail pair. Nous faisons de la bientraitance le socle de nos pratiques, en veillant à prévenir, repérer et traiter toutes les formes de violence. Notre conviction : prendre soin de celles et ceux qui accompagnent, renforcer leurs compétences et sécuriser leurs conditions d'exercice, c'est garantir un accompagnement de qualité, respectueux des personnes et de leurs proches.

CES 4 GRANDS PRINCIPES SONT LE FRUIT D'UNE DÉMARCHE COLLECTIVE ET PARTAGÉE PAR LES PROFESSIONNEL·LES DE L'ASSOCIATION.



3

ENSEMBLE POUR LE BIEN-ÊTRE, UN PILIER DE L'ACCOMPAGNEMENT

Agir ensemble pour le bien-être, c'est considérer la santé, les liens et la qualité de vie comme indissociables. Nous soutenons le pouvoir d'agir en santé en renforçant l'estime de soi, en facilitant l'accès aux soins et en permettant à chacun·e de mieux comprendre et s'approprier sa situation. Nous favorisons les liens sociaux, affectifs et familiaux, et accompagnons chaque personne dans sa place de citoyen·ne. En proposant des environnements accueillants, sécurisants et ouverts, nous contribuons à améliorer durablement la qualité de vie et à permettre à chacun·e de trouver ses propres chemins vers le mieux-être

4

L'ÉTABLISSEMENT, ANCRÉ ET ENGAGÉ DANS SON TERRITOIRE

Agir sur notre territoire, c'est construire des réponses avec celles et ceux qui le font vivre. Nous nous engageons aux côtés des personnes accompagnées, de leurs proches et de l'ensemble des acteurs locaux pour co-construire des solutions utiles, ancrées dans les réalités et les besoins. Nous osons expérimenter, innover et faire évoluer nos pratiques pour répondre aux défis sociaux d'aujourd'hui et de demain, tout en contribuant à transformer les regards et les politiques publiques. Enfin, nous faisons de la transition écologique une responsabilité collective, en intégrant des pratiques plus durables et en bâtissant des environnements respectueux, au service des personnes, des territoires et des générations futures.

© Eliene

LES ENGAGEMENTS EN ACTION

Chaque jour, les engagements du Groupe SOS Solidarités s'illustrent concrètement dans les établissements et dispositifs de l'association. Les professionnel·les et les personnes accueillies leur donnent mille et une formes. En voici quelques illustrations.

TROUVER SA VOIX ET S'EXPRIMER

À l'Institut médico-éducatif L'Odyssée à Maisons-Alfort, des jeunes ont lancé L'Odyssée sans filtre, un journal conçu et réalisé par eux-mêmes. Encadré par l'équipe médico-sociale, ce projet leur permet de développer leur expression, leur confiance en eux et leurs compétences sociales à travers l'écriture, les interviews et des rencontres extérieures.

Pour ce premier numéro, ils sont allés à la rencontre d'acteurs variés, d'AGIR 94 à la chaîne L'Équipe, découvrant différents univers professionnels et modes d'expression. Diffusé auprès des familles et partenaires, le journal constitue à la fois un outil de valorisation et un espace où les jeunes peuvent partager leur regard sur le monde.

ENCOURAGER LA PARTICIPATION CITOYENNE DÈS LE PLUS JEUNE ÂGE

Au sein de l'Institut médico-éducatif La Boisnière, l'association La Marguerite favorise l'engagement des enfants et adolescent·e·s accompagnés. Pilotée par un conseil d'administration réunissant jeunes et professionnel·le·s, elle organise tout au long de l'année des activités culturelles, sportives et des temps collectifs adaptés.

Ce fonctionnement participatif permet aux jeunes de prendre part aux décisions, d'exprimer leurs idées et de s'impliquer dans la vie de l'établissement. Il contribue à renforcer leur autonomie, leur confiance et leur apprentissage de la citoyenneté.

RENFORCER LE LIEN MÈRE-ENFANT ET LE LIEN SOCIAL

À Nîmes, le Café Olympe a porté l'action « Prendre soin de mon enfant », en partenariat avec l'École des Parents et des Educateurs et grâce au soutien de la municipalité. Cet atelier a offert un espace d'échange à des femmes en situation de vulnérabilité autour de leur vécu de la maternité.

À partir de supports visuels, les participantes ont partagé leurs expériences, leurs ressources mais aussi leurs difficultés du quotidien. Ces temps d'échange ont contribué à déconstruire les normes et attentes sociales autour de la figure de la « mère parfaite », à renforcer les compétences parentales et de créer des liens de solidarité durables entre les participantes.

PRENDRE SOIN DES ÉQUIPES : UN SOUTIEN PSYCHOSOCIAL ACCESSIBLE À TOUTES ET TOUS

Au sein du Groupe SOS, la qualité de l'accompagnement des publics va de pair avec la qualité des relations de travail. Le dispositif Première Ligne offre à l'ensemble des salarié·e·s un accompagnement social et psychologique confidentiel, gratuit et accessible à tout moment.

S'appuyant sur un réseau de professionnel·le·s (assistant·e·s de service social, psychologues), ce service propose écoute, conseils et orientation face aux difficultés personnelles ou professionnelles. Il constitue un appui essentiel pour prévenir l'épuisement, soutenir les équipes et garantir des conditions d'accompagnement de qualité pour les publics.

VALORISER LES SAVOIRS EXPÉRIENTIELS DANS LA RÉDUCTION DES RISQUES

À Montpellier, le CAARUD Axess intervient depuis plus de dix ans au cœur des scènes festives en s'appuyant sur les principes de santé communautaire. Aux côtés des organisateurs, les équipes déploient des actions de prévention et des espaces de pause sécurisants, avec l'appui de 40 bénévoles, dont des personnes directement concernées par les usages. Distribution de matériel, analyse de produits et échanges non jugeants permettent d'agir au plus près des pratiques réelles. Ce dispositif valorise l'expérience vécue comme une expertise à part entière et favorise des actions de réduction des risques adaptées et efficaces.

VIE INTIME, AFFECTIVE ET SEXUELLE : UN DROIT FONDAMENTAL

À la Maison d'Accueil Spécialisée de Kourou, une démarche structurée garantit le respect de la vie intime, affective et sexuelle des personnes accompagnées. Portée par une équipe pluridisciplinaire formée et soutenue par des partenaires spécialisés, elle propose des espaces d'expression réguliers : groupes de parole, permanences et accompagnements individuels. Cette approche globale favorise l'autonomie, l'estime de soi et la reconnaissance des personnes dans leur vie d'adulte. Elle intègre également la prévention des violences, la gestion des situations complexes et l'accompagnement des équipes dans l'évolution de leurs pratiques.

RÉINVENTER LE SOIN PSYCHIATRIQUE AU PLUS PRÈS DU TERRAIN

À Marseille, l'équipe mobile SIDIIS expérimente une approche innovante du soin psychiatrique à travers le dispositif SIIS (Suivi intensif pour l'inclusion sociale). Elle propose un accompagnement global, combinant soins, suivi intensif et inclusion sociale directement dans le milieu de vie des personnes. En s'appuyant sur leurs ressources, leur projet de vie et des outils comme les directives anticipées, cette approche favorise le maintien en milieu ordinaire. Elle offre une alternative à l'hospitalisation et contribue à repenser le soin comme un accompagnement mobile, coordonné et centré sur les besoins réels des personnes.

PORTRAITS CROISÉS

À la tête du secteur Solidarités du Groupe SOS depuis 4 ans, Chantal Mir forme désormais un duo avec Aurélie Olivier, qui l'a rejointe en février 2026. Ensemble, elles font le pari d'une codirection engagée et complémentaire, pour relever les défis d'aujourd'hui et inventer les réponses de demain. Découvrez leur portrait croisé.

| Q : Vous revenez tout juste de plusieurs jours passés ensemble sur le terrain en Guyane. Qu'est-ce que vous reprenez de cette immersion ?

Aurélie : Ce qui m'a frappée dès mon arrivée, c'est l'énergie des équipes. On sent à quel point elles sont investies, engagées, profondément alignées avec les valeurs du Groupe SOS. Et malgré des contraintes fortes, elles arrivent à innover, parfois avec très peu de moyens... mais avec beaucoup d'ingéniosité.

Chantal : Cette capacité d'adaptation, c'est ce qui fait la force de notre association je crois. Rien n'est figé : on ajuste en permanence pour répondre au mieux aux besoins des personnes accompagnées, tout en cherchant la meilleure organisation et la meilleure qualité de vie au travail pour les équipes.

| Q : Ta nomination Aurélie s'inscrit dans un modèle de codirection. Concrètement, comment cela fonctionne-t-il ?

Aurélie : C'est une codirection pleine et entière. On ne s'est pas réparti les rôles de manière étanche entre nos expertises "cœur de métier". On travaille ensemble, on partage les décisions. Nos parcours sont différents, mais c'est précisément ce qui nous permet d'avoir une vision plus complète.

Chantal : On ne regarde pas le monde avec les mêmes lunettes... et du coup, on le voit mieux ! Moi je viens du terrain, de la gestion, je n'ai pas cette culture des politiques publiques. On va donc pouvoir s'apporter des choses mutuellement, se compléter : et ça, c'est ce qu'on peut vivre de plus enrichissant dans un collectif...

| Q : Justement, en quoi vos parcours sont-ils complémentaires ?

Aurélie : Mon parcours est très ancré dans l'institutionnel, dans la construction et la mise en œuvre des politiques publiques. J'ai une lecture macro, et il me manquait ce regard terrain et opérationnel.

Chantal : Et moi, c'est presque l'inverse ! J'ai grandi dans les établissements, au plus près des équipes et des personnes accompagnées. Cette complémentarité, elle est précieuse. Ensemble, on va pouvoir penser les bons équilibres pour répondre aux enjeux de la transformation de l'offre et de l'innovation.

| Q : Quels sont aujourd'hui vos principaux chantiers ?

Aurélie : Sur le champ du handicap, on sent que le virage est déjà amorcé. Les équipes sont prêtes à mettre encore davantage les personnes au cœur de l'accompagnement. Il faut maintenant aller plus loin : accélérer la transformation vers des solutions plus ouvertes, la désinstitutionnalisation, les dispositifs hors-les-murs...

Chantal : Du côté de la lutte contre les inégalités sociales, les enjeux sont importants. On accompagne des publics de plus en plus fragilisés, dans un contexte où la solidarité nationale est questionnée. Il va falloir défendre nos modèles, mais aussi les réinventer.

| Q : Dans un contexte de tensions sur les moyens et d'évolution des politiques publiques, comment voyez-vous l'avenir ?

Aurélie : Nous allons devoir trouver de nouvelles façons de faire, plus agiles, mais aussi s'appuyer sur des financements privés pour continuer à innover. C'est déjà ce qu'on fait avec certains projets d'ailleurs !

Chantal : L'hybridation des ressources nous a permis historiquement d'être plus libres dans notre action : je pense au modèle du CAPSE en Ile-de-France, notre établissement d'accompagnement de la santé mentale des personnes exilées, ou encore à l'école AURORA à Nîmes dédiée à l'apprentissage du français. L'enjeu, c'est de rester agile, de ne pas s'enfermer dans des cadres trop rigides. Et de toujours se poser la même question : comment mieux répondre aux besoins, aujourd'hui et demain ?



Biographies

AURÉLIE

Juriste en droit de la santé, Aurélie a construit son parcours au cœur des politiques publiques. Après 9 ans au ministère de la Santé sur les questions de financement des établissements, elle rejoint une Caisse primaire d'assurance maladie, puis une Agence régionale de santé en pleine crise Covid. Elle poursuit ensuite son parcours à la Caisse nationale de l'assurance maladie en tant que directrice adjointe de l'offre de soins, où elle pilote notamment des négociations conventionnelles avec les professionnels de santé. Elle apporte aujourd'hui une fine connaissance des politiques institutionnelles du secteur.

CHANTAL

Diplômée d'une école de commerce, Chantal débute sa carrière dans l'humanitaire, chez Médecins Sans Frontières pendant 12 ans. Elle dirige pendant quelques temps une maison de retraite avant de rejoindre le Groupe SOS Solidarités. Elle évolue pendant plus de 12 ans à différents postes : d'abord la direction de Centres d'hébergement et de réinsertion sociale à Paris, la direction régionale Île-de-France, jusqu'à la direction générale du secteur. Son parcours est marqué par une forte culture du terrain et de l'urgence, de la gestion financière et opérationnelle des dispositifs de solidarité.

EN OFF

Quatre jours ensemble en Guyane, ça soude une codirection ! Entre visites d'établissements, échanges avec les équipes et réflexions sur l'avenir, il y a aussi eu... une randonnée dans la jungle, où Aurélie a regretté de ne pas avoir apporté de tenue plus adaptée dans sa valise.

Aurélié : Je me suis demandé si tu n'avais pas cherché à me semer en chemin ! Mais finalement, je dois reconnaître que ça valait le coup... surtout pour les papillons !

Chantal : Ahhh, merci ! J'ai pris mon rôle de tour operator très au sérieux ! :)

Au fil des visites, un moment les marque particulièrement : la rencontre avec John, accompagné par plusieurs dispositifs de l'association (d'abord au sein de la communauté thérapeutique pour la prise en charge d'une addiction, puis de la plateforme rétablissement, dédiée aux personnes en situation de handicap psychique). Un parcours qui traverse les dispositifs, les "étiquettes"... et rappelle une évidence : ce qui compte, c'est la personne, pas la case dans laquelle on la range.
En résumé :

Aurélié : C'était une vraie bouffée d'air frais ce voyage !

Chantal : Moyennement frais la Guyane, quand même... ;)

TOUT CE QUI NOUS LIE

Dans un contexte de crises économiques, sociales et démocratiques, agir ne suffit plus : il faut aussi dire pourquoi nous agissons et ce qui nous unit.

Au Groupe SOS Solidarités, nous avons fait ce choix. L'année écoulée a été marquée par des décisions parfois difficiles, mais toujours guidées par une conviction simple : la solidarité nous relie, et elle ne se négocie pas.

RÉAFFIRMER LA FORCE DE NOS VALEURS

En 2025, nous avons engagé une démarche collective pour actualiser **Nos Engagements**, près de dix ans après leur première formulation. Ces engagements sont notre boussole. Ils donnent un cap commun à nos établissements et services, et guident nos pratiques au quotidien, au plus près des personnes accompagnées, dans la diversité de leurs parcours.

Ce travail nous a permis de revenir à l'essentiel : ce qui nous lie. Ce que nous défendons, bien sûr, mais aussi la manière dont nous travaillons, ensemble, avec les personnes accompagnées, leurs proches, nos équipes et nos partenaires. C'est cette vision partagée qui fait tenir notre collectif et donne de la cohérence à nos actions.

Les Journées Nationales Addictions ont prolongé cette dynamique. Elles ont permis de réunir expert·es et professionnel·les de terrain pour croiser les regards, partager les expériences et rendre visibles des réalités souvent méconnues. Elles ouvrent la voie à notre prochain plaidoyer Addictions, attendu en 2026, avec une ambition : porter une parole collective dans le débat public.

TENIR BON DANS UNE PERIODE AGITÉE

Dans un contexte économique tendu, nous sommes fiers d'avoir pu sécuriser des actions essentielles : l'association Joséphine, qui accompagne depuis 20 ans des femmes exclues à travers ses salons solidaires ; l'accueil de jour du SleepIn à Paris, lieu ressource pour les personnes en situation d'addiction ; ou encore les programmes ARPEJ et TAPAJ, qui soutiennent la santé et l'insertion des jeunes.

Face à la complexité croissante des situations, à la montée des besoins, et à la fragilisation de nombreuses structures, nous faisons un choix clair : tenir ensemble. Tenir grâce à l'engagement des équipes, qui accompagnent avec professionnalisme et humanité celles et ceux que la société laisse trop souvent de côté.

TRANSFORMER NOTRE SECTEUR

Le Ségur de la Santé, la réforme SERAFIN-PH, les évaluations externes : ces évolutions transforment en profondeur nos organisations. Nous nous en sommes saisis, en développant le numérique, en accompagnant les équipes dans le changement et en faisant évoluer notre offre.

Ces transformations ont des effets concrets : des parcours mieux coordonnés, un accès renforcé au sport, à la culture, à la citoyenneté. L'inclusion se construit dans le quotidien, et c'est là que nous agissons.

Convaincus que rien ne peut se construire durablement sans elles, nous veillons aussi à associer les personnes concernées à ces évolutions. La démarche nationale Trait d'Union en est une illustration : elle ouvre des espaces pour dialoguer, mieux se comprendre et construire ensemble. Elle permet de faire évoluer nos pratiques, mais aussi nos cadres, pour qu'ils soient plus accessibles, et de faciliter leur appropriation par toutes et tous.

AGIR POUR UNE SOCIÉTÉ DURABLE

En 2025, nous avons structuré notre démarche de responsabilité sociétale avec une mission dédiée au sein de la Direction générale. L'objectif : s'appuyer sur les initiatives déjà portées sur le terrain et accompagner les équipes pour aller plus loin.

Douze priorités ont été identifiées (de la performance énergétique à l'alimentation, en passant par les mobilités ou la gestion des déchets) pour renforcer durablement notre impact.

Cette démarche dépasse les seuls enjeux environnementaux. Elle rejoint pleinement notre mission sociale : les personnes les plus vulnérables sont aussi les premières exposées aux crises écologiques. Agir pour une transition plus juste, c'est aussi mieux les protéger et les accompagner.

ET DEMAIN ?

À partir de mai 2026, les Mois du Vivre-ensemble seront un temps fort de mobilisation collective. Partout en France, nos établissements ouvriront leurs portes pour favoriser les rencontres, faire découvrir nos actions et créer du dialogue entre équipes, personnes accompagnées, partenaires et habitants. Une manière concrète de faire vivre, au plus près des territoires, cette conviction qui nous anime : le vivre-ensemble se construit dans la rencontre.

Au cours de l'année, un manifeste Addictions, accompagné d'une campagne nationale, verra le jour. Nous poursuivrons également le développement de notre notoriété et structurerons une stratégie de collecte de dons pour renforcer notre autonomie. Les premières Journées Nationales Handicap marqueront une nouvelle étape pour faire réseau, prendre la parole et porter ensemble des transformations à la hauteur des enjeux. Tenir le cap aujourd'hui, c'est refuser la résignation et choisir le collectif. C'est faire vivre, concrètement, tout ce qui nous lie.

Avant de finir cet édit, nous voulons saluer et remercier l'ensemble des équipes. C'est votre engagement, votre professionnalisme et votre attention portée aux personnes accompagnées qui font la différence chaque jour.

La Direction générale de Groupe SOS Solidarités



© Adèle

LES PROJETS PHARES

OSEZ JOSÉPHINE !

| Innovation et partenariats

En 2025, l'association Joséphine a engagé une réorientation stratégique majeure pour répondre aux mutations du secteur associatif et à la raréfaction des financements publics. Cette dynamique a permis d'affirmer plus clairement son positionnement : faire du bien-être et de la beauté un droit fondamental, en particulier pour les femmes en situation d'exclusion.

Cette évolution s'est traduite par une refonte de son identité visuelle et de son récit, et par une structuration plus lisible de ses programmes, articulés autour de la santé des femmes avec le réseau Santé Plurielles, en complément du programme d'insertion Estim'Emploi. Parallèlement, Joséphine a renforcé son ambition nationale en structurant son réseau de lieux d'accueil et en expérimentant de nouveaux formats plus agiles, comme les « Bulles Joséphine » implantées dans des structures sociales, au sein des lieux de vie des femmes accompagnées. Cette stratégie a permis de consolider des partenariats historiques, à l'image du renforcement du soutien de la Fondation L'Oréal, et de lancer de nouvelles collaborations innovantes comme la vente de produits solidaires au bénéfice de l'association, avec la marque française de prêt-à-porter Morgan de toi. Autant de leviers pour accroître la notoriété de l'association, valoriser ses impacts et mobiliser de nouvelles actions de solidarité.

LES PETITS PAS FONT LES GRANDS CHANGEMENTS

| Ressources humaines

En 2025, la Direction des ressources humaines a fait le choix de la consolidation, en privilégiant l'appropriation et l'ancrage des démarches engagées plutôt que le lancement de nouveaux chantiers. Cette approche a permis de renforcer la cohérence des pratiques et leur déploiement au plus près des réalités de terrain. Parmi les priorités, l'harmonisation de l'intégration de l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices a marqué une avancée importante, avec la création d'un livret d'accueil modulable et le déploiement de journées d'intégration territoriales. La politique handicap a également franchi une nouvelle étape, avec un renforcement des actions de formation, des dispositifs d'anticipation du risque d'inaptitude et des résultats concrets en matière d'emploi.

Enfin, la santé au travail s'est affirmée comme un pilier de la performance sociale, à travers le développement de formations à la prévention des risques psychosociaux et la montée en puissance des secouristes en santé mentale. Une dynamique progressive, fondée sur la conviction que des transformations durables se construisent pas à pas, au plus près des équipes.

LA QUALITÉ COMME BOUSSOLE

| Qualité et Gestion des risques

Garantir l'exercice effectif des droits fondamentaux constitue le socle de la démarche qualité de l'association. Dans un contexte de réforme du cadre d'évaluation des établissements sociaux et médico-sociaux, la Direction Qualité et Gestion des risques s'est pleinement mobilisée pour accompagner les évolutions du secteur, en lien étroit avec les fédérations et les institutions publiques, dont la Haute Autorité de Santé.

Depuis le lancement de cette réforme, plus d'une centaine d'établissements ont déjà été évalués, traduisant l'engagement des équipes et l'intégration progressive de ces exigences dans les pratiques professionnelles, en articulation avec les contrôles des autorités compétentes. Au-delà des attendus réglementaires, l'ambition reste inchangée : renforcer la qualité des accompagnements en plaçant au cœur des pratiques la bientraitance, l'autonomie, la participation et l'accès aux droits. L'enjeu est désormais d'inscrire durablement ces principes dans les organisations et de contribuer à l'évolution des standards de demain, pour consolider la place des personnes accompagnées.

LES DÉFIS DE LA FONCTION FINANCE

| Finance, Comptabilité et Systèmes d'Informations

Initié en 2023, le projet DEFIS (Dématérialisation, Efficience et Fiabilisation des Systèmes financiers) constitue un levier structurant pour accompagner le développement de l'association. Il vise à renforcer le pilotage financier, le contrôle interne et la sécurisation des données, tout en accélérant la production comptable et en garantissant la conformité aux exigences réglementaires. Concrètement, DEFIS repose sur la dématérialisation et la refonte des processus, le déploiement de nouveaux outils comptables et l'adaptation de l'organisation financière. Ce projet stratégique permet de doter l'association d'une fonction finance plus agile, plus fiable et tournée vers l'avenir. En 2025, le projet DEFIS a atteint une étape clé avec le déploiement expérimental d'une plateforme de traitement de la facturation électronique, marquant une avancée significative dans la modernisation des processus financiers et la préparation aux exigences réglementaires applicables à compter du 1er septembre 2026.

LES FILIALES FONT PEAU NEUVE

| Communication

En 2025, la Direction de la Communication a accompagné l'évolution des identités visuelles et des récits de plusieurs filiales du Groupe SOS Solidarités, parmi lesquelles : Arcat, YSOS, Artisane Services, Joséphine et dOSER (anciennement "Santé !").

Au-delà de la diversité de leurs missions et de leurs publics, ces structures partageaient une même ambition : mieux incarner les valeurs, les combats et les expertises portés sur le terrain. L'enjeu était de rendre leurs actions plus lisibles et accessibles, tout en modernisant leurs identités et leurs outils de communication pour mieux répondre aux usages actuels.

Ces démarches ont également constitué un levier de mobilisation interne, en fédérant les équipes autour de récits communs et en renforçant le sentiment d'appartenance. En clarifiant leur positionnement et en affirmant leur singularité, ces structures se donnent ainsi les moyens de renforcer leur visibilité, de susciter l'adhésion et d'attirer de nouveaux talents.

À travers ces transformations, la communication s'affirme comme un levier stratégique au service de l'impact social : rendre visibles les publics accompagnés, porter leur voix dans l'espace public et renforcer durablement l'attractivité des projets du Groupe SOS Solidarités.



© Manon

LES PARTENAIRES ET MÉCÈNES

Acteurs publics et privés, fondations, entreprises et collectivités : nos partenaires et mécènes jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de nos actions. Leur soutien, qu'il soit financier, matériel ou en compétences, renforce l'impact de nos dispositifs et améliore concrètement le quotidien des personnes accompagnées.

MAISONS
DU MONDE

LE BEAU APPELLE LE BON AVEC MAISONS DU MONDE

Depuis deux ans, dans le cadre de son mouvement Good is beautiful, Maisons du Monde accompagne le Groupe SOS Solidarités en aménageant des lieux de vie grâce à des dons de mobilier et de décoration. L'objectif : offrir des espaces plus chaleureux et favoriser le bien-être des personnes en situation de précarité.

Plusieurs établissements ont déjà bénéficié de ces aménagements, notamment le centre provisoire d'hébergement de Libourne et le centre d'hébergement pour femmes Plurielles. D'autres projets sont en cours, comme le salon solidaire de l'association Joséphine à Paris ou le Café Olympe à Nîmes.

«Créer des espaces chaleureux et réconfortants, c'est précisément notre savoir-faire. À travers ce partenariat, nous avons à cœur d'aménager des lieux favorisant le rétablissement des personnes accompagnées. »

— Maisons du Monde



PETITS GESTES ET GRANDS EFFETS AVEC BUT

En Occitanie, un partenariat avec l'enseigne BUT a permis la distribution de 120 kits « Nuit Solidaire » au sein de structures d'hébergement d'urgence, de centres d'accueil et de dispositifs d'asile. Chaque kit, composé d'un matelas, d'une couette, d'un oreiller et d'une alèse, répond à un besoin fondamental : disposer de conditions de repos dignes.

Répartis entre plusieurs établissements du territoire, ces équipements apportent une amélioration immédiate des conditions d'accueil.

« Chez BUT, nous croyons que les petits gestes peuvent avoir un grand impact. Nous sommes fiers de soutenir le Groupe SOS Solidarités en contribuant à améliorer le confort des personnes les plus vulnérables. »

— BUT



© Najla

M O R G A N
MORGANDETOI.COM



LES CRÉATEURS ONT DU
CŒUR
arcat

DÉPLOYER LE BIEN-ÊTRE AU PLUS PRÈS DES FEMMES AVEC LA FONDATION L'ORÉAL ET MORGAN

Partenaire historique de l'association Joséphine, la Fondation L'Oréal soutient le développement de ses actions en faveur des femmes en situation d'exclusion. Ensemble, elles portent une conviction forte : le bien-être et l'estime de soi sont des leviers essentiels d'émancipation.

En 2026, ce partenariat franchit une nouvelle étape avec le déploiement renforcé des actions « hors les murs » de Joséphine. Déjà présente dans 20 structures, l'association étend désormais son intervention à 26 établissements sociaux et médico-sociaux, ainsi qu'à 26 épiceries solidaires du réseau Andès. Ce changement d'échelle permet d'aller au plus près des femmes.

En 2025, l'enseigne Morgan s'est également engagée aux côtés de l'association Joséphine, par la création d'un t-shirt solidaire dont 100 % des bénéfices ont été reversés à l'association. Un partenariat qui se déploie également à travers des dons de vêtements et l'organisation d'ateliers participatifs, en soutien aux programmes Estim'Emploi et Estime de soi.

MODE ET SOLIDARITÉ : LES CRÉATEURS ONT DU CŒUR AVEC ARCAT

Depuis plus de 30 ans, la braderie solidaire Les Créateurs ont du Cœur mobilise les acteurs de la mode, de la beauté et du design au profit de l'association Arcat. Née en 1993 à l'initiative de Pierre Bergé et de la Maison Saint Laurent, elle est devenue un rendez-vous incontournable. Deux fois par an, plus de 200 créateur·rice·s et marques font don d'articles neufs, ensuite proposés à la vente à prix réduits. Chaque édition, organisée au Bastille Design Center à Paris, rassemble en moyenne 2 000 visiteur·euse·s et mobilise de nombreux bénévoles. L'intégralité des bénéfices permet de financer et de pérenniser les actions d'Arcat.

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DE CELLES ET CEUX QU'ON N'ENTEND PAS

En 2025, nous avons pris la parole dans les médias pour partager notre expertise de terrain, nos prises de position sur les grands enjeux sociaux, et faire connaître nos activités.

ADDICTIONS : SORTIR DES CLICHÉS, CONSTRUIRE DES RÉPONSES DURABLES

La publication dans Le Monde de l'article « Les nouveaux consommateurs de cocaïne, "des M. et Mme Tout-le-Monde" » a mis en lumière une réalité que nos équipes constatent depuis plusieurs années : la banalisation des usages et la diversification des profils. À Montpellier, le Groupe SOS Solidarités a été cité pour son travail de réduction des risques et son analyse des évolutions de consommation, notamment la progression de l'inhalation de cocaïne basée. Ce type d'usage, historiquement associé aux publics très marginalisés, concerne désormais aussi des personnes insérées socialement.

Notre message est clair : opposer « usagers de rue » et consommateurs dits « intégrés » ne permet ni de comprendre ni d'agir. Nous plaçons pour : un renforcement des dispositifs de réduction des risques ; un accès facilité aux soins en addictologie ; des approches non jugeantes, centrées sur la santé et le pouvoir d'agir des personnes. À Nice, la fermeture temporaire de la rue Tiranty a également suscité un débat public sur les situations de grande précarité et d'addiction. Dans un entretien accordé à RCF Radio, notre directrice territoriale dans les Alpes-Maritimes a rappelé l'essentiel : répondre à l'urgence

« Certaines personnes n'ont pas de famille, nous sommes tout pour elles » : le foyer d'accueil médicalisé d'Antibes fête ses 10 ans

Entre soins, projets de vie et accompagnement, la structure offre à ses résidents, depuis 10 ans, un véritable lieu de vie, où écoute, confiance et inclusion sociale sont au cœur de chaque journée.

SOCIÉTÉ • IMMIGRATION ET DIVERSITÉ

Droit des étrangers : dix associations attaquent l'Etat pour « carence fautive »

Des associations dénoncent les blocages informatiques liés à la dématérialisation des demandes de titres de séjour, entraînant des ruptures de droits inédites par leur ampleur, comme des pertes d'emploi ou d'accès au logement.

ne suffit pas. Nous devons développer des solutions d'hébergement adaptées, renforcer l'accès aux soins et mieux coordonner associations, ville, hôpital et Agences régionales de santé.

FEMMES EN EXIL ET SANS-ABRI : RENDRE VISIBLE L'INVISIBLE

Dans les colonnes de Libération, nous avons contribué à mettre en lumière la résilience et les combats des femmes en exil, qui trop souvent cumulent les violences, la précarité administrative, l'isolement et les risques sanitaires. L'Agence France-Presse a également relayé le travail de notre équipe mobile santé périnatalité en Seine-Saint-Denis. À La Courneuve, à Aubervilliers ou dans les accueils de jour, nos professionnelles vont à la rencontre de femmes enceintes sans-abri pour leur offrir accès aux droits, suivi médical, soutien psychologique

et accompagnement social. Ces reportages ont mis en évidence une réalité préoccupante : l'augmentation du nombre de femmes enceintes à la rue et les conséquences directes sur leur santé et celle de leur enfant. À travers ces prises de parole, nous avons réaffirmé que la protection de la maternité ne peut dépendre d'une solution d'hébergement précaire ou d'un appel au 115 resté sans réponse.



HANDICAP : MONTRER LES VISAGES DERRIÈRE LES ÉTABLISSEMENTS

La presse régionale s'est fait l'écho d'anniversaires symboliques : les 10 ans du Foyer d'accueil médicalisé (FAS) d'Antibes, les 20 ans du FAS Le Rucher à Créhange, ou encore une immersion à la Maison d'accueil spécialisée de Kourou à l'occasion des 20 ans de la loi Handicap.

Ces articles ont permis de montrer ce que nous défendons au quotidien : des lieux de soins pensés comme des véritables lieux de vie. A chaque fois, les reportages ont souligné l'engagement des équipes, la relation de confiance avec les résident·es et leurs proches, et l'importance d'un accompagnement sur-mesure. En ouvrant leurs portes aux journalistes, nos établissements contribuent à changer le regard sur le handicap : sortir d'une approche strictement médico-sociale, pour parler de parcours, de droits, de citoyenneté et de qualité de vie.

À travers ces temps forts médiatiques, nous avons saisi chaque occasion pour rappeler que les réponses ponctuelles ne suffisent pas, que la coordination des acteurs est essentielle et que les politiques publiques doivent s'appuyer sur l'expertise de terrain.

Être présents dans le débat public, c'est faire entendre la voix des personnes que nous accompagnons. C'est refuser les simplifications et défendre, inlassablement, une société plus juste, plus inclusive et plus attentive aux plus vulnérables.

Créhange

Le FAS Le Rucher : 20 ans d'engagement au service des personnes en situation de handicap

Le Foyer d'accueil spécialisé (FAS) Le Rucher de Créhange a célébré ses 20 années de service auprès des personnes en situation de handicap. Une occasion marquée par une fête réunissant toute la communauté du FAS.

Article réservé aux abonnés

RL Toute l'info à partir de 1€ le premier mois

Le Républicain Lorrain - 10 nov. 2024 à 06:00 - Temps de lecture : 2 min

Interview Femmes en exil : «Elles font preuve d'une capacité de résilience énorme»

Gaëlle Tellier, du Groupe SOS, et Chébéka Hachemi, de Stand Speak Rise Up ! sont les coorganisatrices du forum du 21 novembre sur les femmes en exil. Elles détaillent le programme de la journée.

Femmes en situation d'exil

DOSSIER



En mars 2017, juste avant de débarquer à Pozzallo, en Sicile, un groupe de femmes secourues en mer célèbrent leur arrivée imminente en Italie en chantant et en dansant. (Photo by Marco Ponzelli / NurPhoto via AFP) (Marco Ponzelli/NurPhoto, AFP)

Handicap

Handicap : immersion à la Maison d'accueil spécialisée de Kourou

La Maison d'accueil spécialisée (Mas) de Kourou a ouvert ses portes en novembre 2013. Les résidents et résidentes de cette structure d'hébergement et de soins présentent des pathologies allant du trouble du spectre de l'autisme (TSA), au polyhandicap. À l'occasion du 20ème anniversaire de la Loi handicap, nous sommes allés à la rencontre des équipes soignantes et des résidents.

Actualités

RUE TIRANTY : GROUPE SOS PLAIDE POUR UNE PRISE EN CHARGE DURABLE DES PERSONNES DÉPENDANTES À NICE

Un article rédigé par Cyprien Miché - RCF Nice Côte d'Azur, le 23 juillet 2025 - Modifié le 23 juillet 2025

«

L'arrêté municipal interdisant l'accès à la rue Tiranty à toute personne non autorisée entre 8h et 20h a pris fin hier soir, mardi 22 juillet. Instauré le 16 juillet par Christian Estrosi pour "salubrité" et "trouble à l'ordre public", il aura duré une semaine. Stéphanie Bellone, directrice territoriale du Groupe SOS Solidarités 06, revient sur cette décision et alerte sur la nécessité de réponses médico-sociales durables.



LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION

Le Groupe SOS Solidarités est une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont la gouvernance est structurée autour d'une assemblée générale, d'un conseil d'administration, d'une direction générale et d'établissements et services. Ensemble, ces instances définissent, supervisent et mettent en oeuvre la politique de l'association. Le Groupe SOS Solidarités est une association : les membres du conseil d'administration sont bénévoles.



Sibeth Ndiaye,

Ex-SG d'Adecco

Directrice de la
Communication Présidence
de la République

Corinne Courtel,

Directrice établissement PH
dans l'Eure

Présidente de l'association
YSOS

Frédéric Potier,

Préfet

Délégué général de Régions
de France

Ancien Délégué
interministériel à la
lutte contre le racisme,
l'antisémitisme, et la haine
anti-LGBTQ (DILCRAH)

Caroline Crochard,

Magistrate

Tribunal de Grande Instance
de Bobigny – Cour d'appel
de Paris

Lionel Palasi,

Expert comptable

Responsable des
projets comptables et
réglementaires dans une
banque privée

Antoine Gobelet,

Préfet

Conseiller Maître à la Cour
des Comptes

Marc Azouz,

Directeur de l'anticipation
des risques chez BNPP

Christine Rouzioux,

Membre de l'Académie
nationale de médecine, de
l'Académie nationale de
pharmacie et du Conseil
national du sida et des
hépatites virales

Membre de l'équipe des prix
Nobel de médecine 2008
(découverte du VIH)

Commandeure de la Légion
d'honneur

Grande officière de l'ordre
national du Mérite

UN MODÈLE UNIQUE

Implication, responsabilité, collégialité, transparence et éthique sont au centre de toutes les décisions des organes de direction et de contrôle des entités composant le groupe. Le Groupe SOS est contrôlé par les instances statutaires de quatre associations : Groupe SOS Jeunesse, Groupe SOS Solidarités, Groupe SOS Santé, Groupe SOS Seniors. Les assemblées générales de ces associations ont une compétence et une mission de surveillance générale. Les conseils d'administration ont, pour leur part, la mission de définir les orientations des associations fondatrices et de leurs filiales, mais également de contrôler leur mise en oeuvre par le directoire.

LE DIRECTOIRE

Le directoire constitue l'instance exécutive nationale de mise en oeuvre des délibérations et orientations qui ont été définies par les conseils d'administration. Ses membres disposent de prérogatives propres, exercées au sein de secteurs d'interventions déterminés au préalable par l'assemblée générale qui les nomme

LE COMEX

Le comex contribue à la définition des stratégies du Groupe SOS. Il permet une meilleure prise en compte des réalités de nos activités dans les décisions prises par le directoire.

LES DÉLÉGUÉS TERRITORIAUX

Les délégués territoriaux interviennent au sein des territoires pour :

- Valoriser les activités du Groupe SOS sur un territoire.
- Représenter le Groupe SOS dans le monde professionnel.
- Apporter un soutien aux directeur·rice·s du territoire.
- Identifier les opportunités de développement du Groupe SOS dans les territoires.

LE SIÈGE DU GROUPE SOS SOLIDARITÉS

Au vu de sa taille importante, de sa dispersion géographique, de la diversité et du volume des activités, ainsi que de la professionnalisation croissante du secteur, l'association doit disposer d'un siège social pour coordonner l'ensemble des services, et s'assurer du strict respect des différentes réglementations. Le siège est composé de deux entités distinctes qui travaillent de façon coordonnée et complémentaire : la direction générale et un groupement d'intérêt économique. Le GIE est destiné à faciliter ou à développer l'activité de ses membres. Il est donc un groupement de moyens qui se juxtapose aux entreprises ou aux associations, sans jamais les faire disparaître. Le GIE Alliance Gestion mène au service de l'ensemble des structures du Groupe SOS une double mission de conseil et de contrôle. Il a pour souci permanent de faciliter le travail réalisé sur le terrain.

LA COOPÉRATIVE IMMOBILIÈRE ET LA SCI GROUPE SOS SOLIDARITÉS

La SCI Groupe SOS Solidarités est détenue par Groupe SOS Solidarités (99,98 % des parts) et par la Coopérative Immobilière (0,02 % des parts) qui en assure la gérance.

Le Groupe SOS Solidarités regroupe en son sein 13 associations filiales. Découvrez-les.



ARCAT

Année de filialisation : 2002
Directeur : Nicolas Derche

Depuis 1985, Arcat agit aux côtés de celles et ceux qui, confrontés à la précarité, à l'isolement, aux discriminations et au non-recours aux droits, rencontrent des obstacles dans l'accès aux soins.

www.arcat-asso.org



BE MY HÔTEL

Année de filialisation : 2022
Directeur : Romain Carvalho

Résidence à vocation sociale.

www.bemyhotel.fr



CHECKPOINT

Année de filialisation : 2006
Directeur : Nicolas Derche

Checkpoint est une association qui lutte contre le VIH, les IST et les conduites à risques en proposant une offre de dépistage complète et gratuite afin de favoriser l'accès aux soins pour tou-te-s. Checkpoint combat les discriminations et les inégalités sociales de santé et, en ce sens, cible en priorité les personnes appartenant aux communautés LGBTI+. Il est composé de deux dispositifs : le Checkpoint Paris et une intervention hors-murs.

www.checkpointparis.org



VILTAÏS

Année de filialisation : 2018
Directrice : Isabelle Lacharme

Viltàis est une association nationale reconnue ESUS, qui agit depuis plus de 60 ans au service des publics les plus vulnérables. Les actions de Viltàis reposent sur 5 grands pôles d'expertise : l'habitat, la réinsertion, l'asile, l'insertion professionnelle et la jeunesse.

www.viltais.fr



LA BOISNIÈRE

Année de filialisation : 2017
Directrice : Amandine Brossard

La Boisière est une association spécialisée dans l'accompagnement de personnes en situation de handicap en Indre-et-Loire.

www.groupe-sos.org/structure/la-boisniere/



RECONNECT

Année de filialisation : 2010
Directeur : Michel Ziegler

Reconnect est une association à but non lucratif qui a pour mission de mettre le numérique au service de l'inclusion sociale des populations les plus précaires.

www.reconnect.fr



ARTISANE SERVICES

Année de filialisation : 2018
Directeur : Romain Carvalho

Depuis 1997, Artisane Services œuvre pour l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap en Normandie, en leur offrant des formations et des emplois durables, adaptés à leurs talents et aspirations.

www.artisane-services.fr



HANDISUP

Année de filialisation : 2019
Directrice : Florence Le Jolly

Handisup est une association qui œuvre en faveur de l'inclusion des enfants et jeunes en situation de handicap, de la maternelle jusqu'au premier emploi, dans leur accès à la scolarité puis dans une logique d'insertion professionnelle.

www.groupe-sos.org/structure/handisup/



JOSÉPHINE

Année de filialisation : 2016
Directrice : Karen Smail

Depuis 20 ans, l'association Joséphine est pionnière de la beauté solidaire en France. Convaincue que le bien-être est un droit fondamental pour toutes les femmes, elle accompagne celles en situation d'exclusion grâce à une approche unique : les soins de bien-être comme levier de reconstruction, d'estime de soi et d'inclusion sociale.

www.association-josephine.fr



YSOS

Année de filialisation : 2018
Directrice : Nadia Clément

Depuis 40 ans, YSOS est une association incontournable de la lutte contre les inégalités sociales en Normandie. YSOS intervient auprès des personnes fragilisées par la précarité, la violence ou l'exclusion, avec une conviction : la vulnérabilité ne doit jamais être une fatalité.

www.association-ysos.org



dOSER

Année de filialisation : 2023
Directrice : Hélène Blanc

Actrice engagée de la prévention et de la promotion de la santé, l'association dOSER œuvre pour une meilleure reconnaissance des besoins des personnes consommatrices d'alcool, afin de contribuer à des politiques publiques plus inclusives et plus efficaces.

www.d-oser.org

L'ESPOIR

Année de filialisation : 2018
Directeur : Virginie Le Bailly

L'Espoir est une association marseillaise, qui dispose d'un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) pour des personnes en situation de grande précarité et propose des ateliers d'adaptation à la vie active (AAVA).

www.groupe-sos.org/structure/association-lespoir-centre-la-selonne/

ASSOCIATION POUR LE SPORT INCLUSIF

Année de filialisation : 2023
Directeur : Jeff Puech

L'association pour le Sport Inclusif a pour objet de promouvoir les valeurs du sport comme outil d'inclusion sociale et professionnelle et combattre toutes les formes de discrimination, y compris dans le sport professionnel.



Gaëlle Tellier,

Vice-présidente exécutive du
Groupe SOS, en charge des
Solidarités et du Social



Chantal Mir,

Directrice générale du secteur
Solidarités, en charge de la Lutte
contre les inégalités sociales



Aurélie Olivier,

Directrice générale du secteur
Solidarités, en charge du
Handicap



Pascal Fraichard,

Directeur général délégué
à la Lutte contre les inégalités
sociales



Sophie Rossignol,

Directrice générale adjointe au
Handicap



Béatrice Riccardi,

Directrice des Ressources
Humaines



Sherazade Khinache,

Directrice Qualité Gestion des
risques



Jade François,

Directrice de la Communication



Quentin Dubourg,

Directeur du Développement et
de l'Innovation

LA DIRECTION GÉNÉRALE



Stéphane Frémont,
Directeur des Ressources
économiques et Performance



Marc Briffaud,
Directeur des Systèmes
d'Information

Sébastien BONIFAY,
Directeur comptable

Oliver Libbrecht,
Directeur Contrôle de Gestion

Daniel Cally,
Trésorier

LES PHOTOREPORTERS

Le Groupe SOS Solidarités tient à remercier chaleureusement l'ensemble des photoreporters volontaires ayant participé au projet « À travers leurs yeux », ainsi que les professionnel·les qui les ont accompagnés tout au long de cette expérience.

Nous souhaitons également adresser nos remerciements à toutes les personnes qui se sont mobilisées pour ce projet et dont les clichés n'ont malheureusement pas pu être intégrés au rapport, en raison de circonstances indépendantes de notre volonté (perte ou vol de matériel, difficultés techniques, notamment).

Pour la première fois, le rapport d'activité de notre association est le reflet du regard que posent les personnes accompagnées sur leur quotidien, dans ou en dehors de nos établissements.

Nous sommes fier·es de pouvoir mettre en lumière, au fil de ces pages, leur sensibilité, leur regard singulier et leur talent.



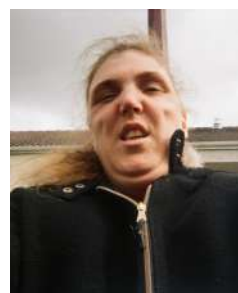
Adèle,
résidente en ACT,
Pôle Est Guyanais



Andris,
usager de l'accueil de
jour de l'ADEJO à Nîmes



Andy,
usager de l'espace
repos du Sleep in Paris



Angélica,
colocataire au FAS
Nouvel Horizon à Marly



Anna Sophie et sa famille,
accueillis sur l'Hébergement



Deodato,
résident de l'HUDA
Albert Einstein à
Aulnay-sous-Bois



Eliene,
résidente aux ACT du
Pôle Est Guyanais



Etnis,
résident du Centre
d'hébergement d'urgence
Montmartre à Paris



Frédéric,
résident de l'Hébergement
d'urgence de Castelsarrasin



Frédérique,
résidente de la MAS
de Kourou



Gerda,
accompagnée sur le
dispositif Plateforme
Rétablissement à Cayenne



Johann,
accompagnée sur le dispositif
Un Chez Soi d'Abord
à Perpignan



Ketsia,
locataire de l'Habitat
Inclusif de la MAS de Kourou



Manon,
accompagnée par la
Plateforme Sociale du
Lauragais



Meryem,
accompagnée sur le
dispositif AVDL 75



Mohammed,
accompagné par les
équipes de TAPAJ
Marseille



Najla,
résidente du CADA de
Marseille



Peace,
résident du CADA d'Arles



Pierre Chavane,
résident de l'HUDA Le Marais
à Matoury



Renato,
accompagné sur le
dispositif AVDL 75



Serge,
résident du CADA
d'Aubagne



Tahir,
résident de l'HUDA
Einstein à Villepinte

LE GROUPE SOS EST UN GROUPE ASSOCIATIF, ACTEUR MAJEUR DU VIVRE-ENSEMBLE

Le Groupe SOS est une organisation à but non lucratif d'ampleur, engagée en faveur du vivre-ensemble. Il développe et unit des associations et entreprises sociales, reliées par leur engagement social et environnemental.

Son action s'articule autour de deux grandes priorités : **la gestion d'établissements non lucratifs** dédiés à la jeunesse, à la santé, aux personnes vulnérables et aux personnes âgées ; **la préparation d'un avenir durable et solidaire**, avec des projets ambitieux pour la transition écologique, la revitalisation territoriale et les commerces responsables et l'accès à la culture.

Laïc et apartisan, il porte un véritable projet de société, centré sur l'intérêt général.

Avec **26 000 personnes employées**, plus de **3 millions de bénéficiaires chaque année** et une présence dans **50 pays**, le Groupe SOS prouve qu'un impact d'envergure est souhaitable, pour bâtir un avenir plus juste et solidaire.

Groupe SOS Solidarités est une association du Groupe SOS

www.groupe-sos.org

GroupeSOS
Entreprendre au profit de tous





QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DU GROUPE SOS ?

En 2025, le Groupe SOS a engagé une démarche de clarification, pour mieux définir et dénombrer ses bénéficiaires, pour rendre plus lisible la portée et la diversité des actions menées par ses établissements et services.

Les bénéficiaires du Groupe SOS sont les personnes et les organisations auprès desquelles nos établissements et services ont contribué à produire au moins un changement positif.

Selon les publics et les dispositifs, ces changements peuvent concerner une ou plusieurs dimensions de la vie (sociale, professionnelle, sanitaire, éducative, culturelle, environnementale, etc.). Ils peuvent être directs ou indirects, visibles ou plus diffus, ponctuels ou durables.

Même lorsqu'ils sont difficiles à mesurer ou à attribuer précisément, le Groupe SOS considère que **tous ces impacts comptent**. C'est leur combinaison qui permet au Groupe SOS d'agir à une échelle large et de contribuer, de manière systémique, à une société plus inclusive, solidaire et durable, **au service du vivre-ensemble**.

Association fondatrice et pilier historique du Groupe SOS depuis 1984, Groupe SOS Solidarités est aujourd'hui le premier gestionnaire associatif d'établissements du secteur social et médico-social en France, avec plus de 400 structures en métropole et en outre-mer. Sa mission est simple et exigeante : fournir des réponses concrètes et innovantes à toutes les formes d'exclusion.

Fidèle à son principe fondateur « une société pour tou-te-s, une place pour chacun-e », Groupe SOS Solidarités incarne au quotidien le projet de société porté par le Groupe SOS : construire un monde plus juste, plus solidaire et plus durable.

Restons connectés !

102C rue Amelot, 75011 Paris
01 58 30 55 55 - info@groupe-sos.org

groupe-sos.org/groupe-sos-solidarites/



[groupe-sos-solidarites](https://www.linkedin.com/company/groupe-sos-solidarites)



[groupe_sos_solidarites](https://www.instagram.com/groupe_sos_solidarites)



[@groupe-sos-solidarites](https://www.youtube.com/channel/UCgroupe-sos-solidarites)

GroupeSOS
Solidarités